

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1997

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

- Coloured covers / Couverture de couleur
- Covers damaged / Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated / Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing / Le titre de couverture manque
- Coloured maps / Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) / Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations / Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material / Relié avec d'autres documents
- Only edition available / Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin / La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure.
- Blank leaves added during restorations may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming / Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments / Commentaires supplémentaires:

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated / Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed / Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies / Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material / Comprend du matériel supplémentaire
- Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image / Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.
- Opposing pages with varying colouration or discolourations are filmed twice to ensure the best possible image / Les pages s'opposant ayant des colorations variables ou des décolorations sont filmées deux fois afin d'obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10x		14x		18x		22x		26x		30x
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12x		16x		20x		24x		28x		32x

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

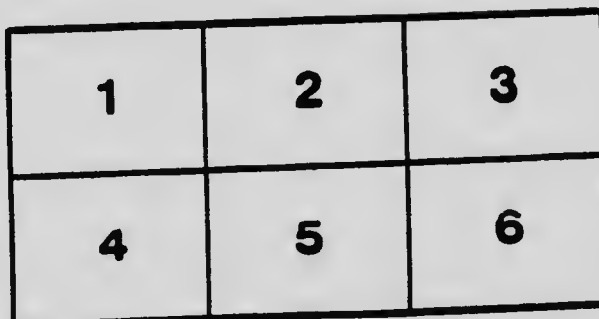
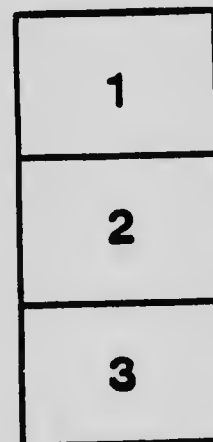
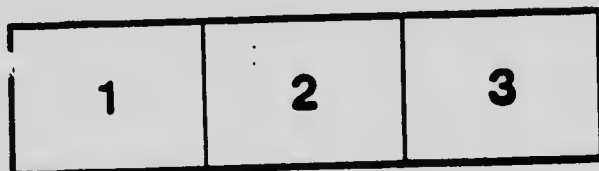
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



4.5

5.0

5.6

6.3

7.1

8.0

9.0

10

11.2

12.5

14

16

18

20

22.5

25

28

32

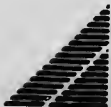
36

40

45

50

56



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 462-0300 - Phone
(716) 288-5989 - Fax

3

25

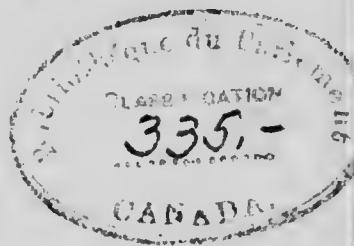
T'AS MENTI!

3

PAR

A. SAINT-MARTIN

Socialiste



Publié par la Section de Langue Française du Parti
Socialiste.



Enregistré conformément à l'Acte du Parlement du Canada, en 1920, au bureau du
Ministre de l'Agriculture.

T'AS MENTI! *

Je demande pardon au lecteur si je suis obligé, parfois, de blesser ses susceptibilités mais il me faut appeler un chat: "un chat." Honni soit qui mal y pense.

Dans tous les pays, on est convenu d'appeler "bourgeoisie" l'ensemble ou la classe des membres de la société qui vivent de profit; de même qu'on appelle "prolétariat" l'ensemble ou la classe des membres de la société qui travaillent à salaire.

De plus, il y a certains membres du prolétariat qui, pour des considérations économiques (places, honneurs, argent) prostituent leur pinceau, leur plume ou leur parole, au plus haut et dernier enchérisseur, la bourgeoisie. Ces prostitués ont reçu ordre de leur souteneur, d'apaiser le prolétariat et de prêcher l'harmonie entre le capital et le travail; ils gagnent admirablement bien leur argent!

Dans les pays à navalisme ou à militarisme à outrance, comme en Angleterre, en France, en Allemagne, on peut dire que la bourgeoisie, en casque à pointe, y fait affaire sous la raison sociale de "Hanover & Cie." "Clémenceau & Cie" ou "Hohenzollern & Cie."

Dans les pays à militarisme plus mitigé, tel que la Belgique ou la Russie, la bourgeoisie, en chapeau de soie, y fait affaires sous la raison sociale de "Nicholas & Cie" ou de "Albert & Cie".

Dans les pays moins militaristes encore, tel que les Etats-Unis, le Canada (avant la guerre), la bourgeoisie, en chapeau de paille, y fait affaires sous la rabrique "Wilson & Cie" ou "Borden & Cie".

Mais partout, c'est la bourgeoisie qui règne, quelque soit l'enseigne, ou la

En tous les pays, cette bourgeoisie a établi une dictature absolue, en tout semblable à celle qui existe au Canada. Chacun sait que dans notre pays, depuis l'instauration du régime démocratique, les juges de paix, les grand jurés, les petits jurés, les échevins, les conseillers, les maires, les membres du Conseil Législatif, les sénateurs, doivent être pris exclusivement dans la bourgeoisie. Chacun sait que pour être élu député au fédéral ou au provincial, il faut appartenir, à de rares exceptions près, à l'un des grands partis politiques. Or, comme ces partis sont contrôlés par leur caisse électorale, seuls les membres de la bourgeoisie, ou les prostitués du prolétariat, sont éligibles, même comme candidats.

Cette dictature de la bourgeoisie que nous avons au Canada existait partout, lorsque dans certains pays, notamment dans le sud du Mexique, la Russie, la Hongrie, la Sicile, l'Afghanistan, le prolétariat a secoué son joug, a délogé la bourgeoisie du pouvoir, et il a établi la dictature du prolétariat. Il est évident que cette dictature, par la nature même des choses, ne peut être que provisoire. Elle disparaîtra le jour où la bourgeoisie aura disparu, après s'être fondue dans la future, seule et unique classe des travailleurs de la Terre. Il ne faut pas oublier

* CE QUI EST EN CARACTÈRE GRAS EST DE L'AUTEUR. LES CITATIONS SONT EN CARACTÈRES ORDINAIRES.

que la bourgeoisie, en établissant sa dictature, entendait perpétuer un état de société où il y aurait deux classes, celle de la bourgeoisie, domi-
nant et exploitant l'autre, celle du prolétariat. Au contraire, le prolé-
tariat, en établissant sa dictature, entend abolir et de fait abolit ce
régime social qui veut l'existence de deux classes. Ayant ainsi atteint
son but (la bourgeoisie ayant été englobée dans l'unique classe des tra-
vailleurs); la dictature du prolétariat disparaît par le fait même, car il
ne reste plus qu'une seule classe, celle des travailleurs de la Terre qui se
gouverne elle-même.

Lorsque le Kaiser a abdiqué, la bourgeoisie a enlevé son casque à
pointe, s'est coiffée d'un chapeau de soie, et elle a passé un léger, un
minuscule trait de plume sur son enseigne "Hohenzollern & Cie", en
écrivant en dessous: "Shiedemann & Cie", "successeurs", & tout a été dit.
Le régime social est demeuré le même. Aussi, vous n'entendez jamais la
bourgeoisie mondiale se plaindre du changement en Allemagne. C'est
encore la bourgeoisie qui y règne; d'aucuns disent que le chapeau n'a pas
même été changé, puisque l'état de société se nomme: "La République
Impériale".

Il en aurait été de même en Russie, si la bou: soisie eut pu établir sa
dictature, comme partout ailleurs, sous le nom de "Kerensky & Cie" au
lieu de "Nicholas & Cie", et nous n'aurions jamais entendu, de la part
des capitalistes bourgeois, que des louanges à l'égard du bon peuple
Russe. Pourvu que l'ordre social ou le régime économique capitaliste
n'ait pas été changé, tout y aurait été pour le mieux dans le meilleur des
mondes.

Mais, voilà, la Russie n'a pas voulu se contenter d'un changement
de coiffure, elle a accompli la seule révolution digne de ce nom, la Révo-
lution Economique.

Guidé par des hommes comme Lenin et Trotsky, le prolétariat a
balayé la bourgeoisie du pouvoir et ayant établi la dictature du proléta-
riat, il a procédé paisiblement et méthodiquement à transformer le régime
social selon ses désirs. Il s'est d'abord donné une forme de gouvernement
(le soviét) conforme à ses besoins. Pour mettre fin à toute exploitation
de l'homme par l'homme, il a aboli le principe même de la propriété pri-
vée. Pour faire disparaître toute forme de profit, il s'est chargé lui-
même de la production et de la distribution de sa richesse. Enfin, pour
combattre l'ignorance, il a établi des milliers d'écoles nouvelles, à tel
point, que le peuple illettré est passé de la statistique de 85 pour cent à
celle de 40 pour cent dans l'espace de trois mois; et ce tout en décrétant
la liberté religieuse. De plus, pour conserver la santé des mères et des
enfants, il a établi des maternités partout.

Comme question de fait, les progrès accomplis étaient si rapides,
frappants et si extraordinaires, que la bourgeoisie mondiale a vite com-
pris qu'elle était en face d'un danger imminent pour sa domination; elle
s'est de suite rendu compte que si les peuples de l'univers apprenaient
jamais quels bienfaits énormes résultent de la dictature du prolétariat, ils
suivraient l'exemple du peuple Russe et délogeraient la classe bourgeoise
du pouvoir.

L'exemple est entraînant, chaque peuple se serait dit: puisque le
prolétariat Russe s'est débarrassé du règne de la bourgeoisie et s'en
trouve si bien, pourquoi ne pas faire comme lui? Si la bourgeoisie mon-

diale voulait continuer sa domination, il fallait donc de toute nécessité que la révolution russe fût écrasée.

Pour atteindre ce résultat, la bourgeoisie ne pouvait pas compter sur le peuple russe; ce dernier savait trop à quel s'en tenir, il ne consentirait jamais à retourner à l'ancien régime. Il ne restait plus qu'un seul moyen; "l'invasion", pour forcer la nation russe à se soumettre à la domination bourgeoise.

Seulement, la bourgeoisie ne va pas à la guerre; elle est bien trop intelligente pour cela; elle préfère vendre de la mitraille, des ferrailles, des armes, des habits et tout le fournement; elle y trouve son profit. Elle aime bien mieux spéculer sur les nécessités de la vie, c'est plus sûr pour sa peau et plus payant pour sa bourse. Elle préfère se servir dans chaque pays de son comité exécutif "le gouvernement", pour envoyer les peuples s'entr'égorger, sous le fallacieux prétexte de patriotisme.

Mais les peuples deviennent récalcitrants, ils voient un peu partout le jeu de la bourgeoisie; ils commencent à en avoir plein le dos des guerres. Aussi la bourgeoisie est-elle obligée d'adopter une tactique différente pour mijoter, ordonner et exécuter la guerre contre le prolétariat russe, et voici quelle a été sa tactique:

D'une part, elle a commencé par isoler les travailleurs de la Russie du reste de l'univers; elle a établi ce que Pichon, le comparse de Clémentine, appelle euphoniement "un cordon sanitaire".

D'autre part, après avoir empêché toute communication, par télégraphie sans fil, par téléphone, par télégraphie, par journaux, par livres, par correspondances, par personnes, de sortir de la Russie; après avoir mis en prison, dans tous les pays, quelconque voulait renseigner ses semblables sur ce qui se passait en Russie et avoir, par force, empêché la vérité de se répandre; elle a entrepris, par les dépêches de la Presse associée, par les écrits et les discours de ses prostitués, par ses journaux, par ses gouvernements, par ses clergés, par ses vues animées, en un mot par tous les moyens de propager sa disposition, elle a entrepris, dis-je, une campagne de dénigrement, de mensonges, de diffamations odieuses, d'accusations de tous les crimes imaginables et inimaginables contre la République Soviétique de Russie.

Au dire de la bourgeoisie et de ses prostitués, les bolchévistes auraient décrété la nationalisation des femmes, auraient martyrisé et massacré les prêtres, les nobles, les bourgeois, les travailleurs, les femmes et les enfants.

Bref, à les entendre, le bolchévisme est une bête immonde; c'est une plaie mondiale, pire que l'influenza; c'est enfin l'abomination de la désolation; et cela tout en ayant bien soin de ne jamais nous laisser entendre d'autre son que celui de leur cloche.

Eh bien, en face de ces accusations venant de la bourgeoisie mondiale, je lui répond catégoriquement, hautement et fermement:

T'AS MENTI!!

LA PREUVE

Il ne suffit pas de dire à quelqu'un: t'es menti, pour établir qu'il est un menteur, il faut le lui prouver. - Aussi, c'est bien ce que je vais faire.

Dans l'espèce, il existe trois modes de preuve possible. 1o. La preuve par présomption. 2o. La preuve par déduction 3o. La preuve directe.

PREUVE PAR PRESOMPTION

Un bon jour, toute la presse bourgeoise nous annonce que Lenin a été assassiné. Le lendemain, elle nous admet que ce n'est pas vrai.

Une autre fois, elle annonce que Lenin a emprisonné Trotsky. Le lendemain, non, c'est Trotsky qui a emprisonné Lenin. Le surlendemain, ils sont emprisonnés tout les deux; et le jour suivant, c'est tout de la blague, il n'est rien arrivé de tout cela.

Tout dernièrement encore, la presse bourgeoise publie: "Yudenitch s'est emparé de Pétrograde. Il s'est rendu à 15 milles au-delà de cette ville, et les anglais se sont emparés de Kronstad. Le lendemain: "Les anglais ne se sont pas emparés de Kronstad, les troupes rouges les en ont empêchés". Le surlendemain, Yudenitch ne s'est pas rendu à 15 milles au-delà de Pétrograde, il s'est contenté de s'emparer de cette ville. Plus tard, il ne s'est jamais rendu jusqu'à Pétrograde. Plus tard encore, il ne s'est jamais rendu plus qu'à 6 milles de Pétrograde.

Les mensonges communiqués par la presse bourgeoise deviennent par trop évidents, il faut essayer d'abréger les choses un peu, et, comme explication, on dit: "tous ces mensonges ont été communiqués à l'univers par quelqu'un qui voulait faire un coup de bourse".

Une autre fois, on lit: "Trotsky fait prisonnier par Denekln". Plus tard, nous voyons: "Ce n'est pas vrai, mais il l'a échappé belle". Plus tard, nous lisons: "C'est une erreur, parce qu'à cette date là Trotsky était à Moscou".

Encore dernièrement, nous avons lu: "Lenin est mort". Plus tard, la presse associée elle-même nous a dit: "C'est un canard que nous avons publié, car hier encore Lenin recevait au Kremlin une délégation d'Asghans".

Je pourrais multiplier les exemples à l'infini, depuis trois ans que dure cette sinistre farce.

Quand un témoin a fait dix déclarations et que l'avocat adverse a pu établir par le témoin lui-même, en contre-interrogatoire, que ce témoin s'est parjuré neuf fois, l'avocat n'a pas établi que sur la dixième assertion le témoin s'était aussi parjuré, mais il a créé une forte présomption.

Bourgeoise, neuf fois sur dix tu t'es chargée toi-même de prouver que tu avais menti.

PREUVE PAR DEDUCTION

Tout de même, il est un fait bien étrange, tous les gouvernements bourgeois de la terre, y compris ceux de l'Allemagne et de l'Autriche, ont envoyé des troupes pour participer d'abord au blocus, puis à l'invasion de la Russie; et cependant, nul de ces gouvernements n'en a seulement donné connaissance au Parlement de son pays. Si la bourgeoisie ne sait pas qu'elle entreprend cette invasion sous de faux prétextes, pourquoi ses gouvernements font-ils la guerre à la Russie clandestinement?

Encore bien plus étrange, pendant que subrepticement et clandestinement les gouvernements bourgeois envoient des troupes et fournissent de l'argent, des armes et des munitions pour investir la Russie, nul pays ne lui a encore déclaré la guerre. Pourquoi attaque-t-on la Russie

avant de lui déclarer la guerre?

Sans avoir consulté ni les Parlements, ni les nations, dans tous les pays dominés par la bourgeoisie, des soldats ont été enrôlés pour aller combattre les bolchévistes russes. Ces soldats partent tout feu et flamme pour aller exterminer ces mécréants, ces bandits, ces forbans, et rendus en Russie, constatant que tout ce que la bourgeoisie leur a dit sur le compte de la révolution russe est faux, qu'on les a poussés à envahir ce malheureux pays sous de faux prétextes, ils se fâchent, se révoltent, tuent leurs officiers et se rangent du côté des bolchévistes.

Quand la bourgeoisie allemande, enseigne du Kaiser, a entrepris d'exterminer Lenin (on avait d'abord dit que Lenin était un agent allemand, mais li a fallu ravalier cette accusation là comme bien d'autres), les troupes avancèrent d'abord rapidement, puis modérèrent leur ardeur, bientôt elles refusèrent d'avancer d'avantage, et il fallut les rappeler. On ne pouvait pas laisser les régiments allemands plus de six semaines en Russie, ils devenaient pollués. Pour maintenir ses forces en Russie, le Kaiser devait faire faire la navette à ses régiments, remplacer les anciens de six semaines par des nouveaux, parce qu'ils se convertissaient tous:

Quand les Japonais ont envahi la Sibérie, les troupes se composaient d'abord de l'armée régulière. Dès que les soldats eurent appris la sale besogne qu'on voulait leur faire faire, ils se sont révoltés, ont tué leurs officiers et se sont mis au service des soviets. Aujourd'hui les troupes Japonaises en Sibérie se composent de soldats triés sur le volet, parmi la noblesse, la bourgeoisie et les fils à papa. Sans cela, il n'y aurait rien à faire. Pourquoi?

Quand les Tcheko-Slovaques ont combattu les russes, ils ont énormément aidé Kolchak, dernièrement ils ont fini par comprendre qu'on se servait d'eux pour combattre le prolétariat au bénéfice de la bourgeoisie; ils se sont réunis, ont décidé de n'être plus des dupes, se sont tournés contre Kolchak, et ce dernier a du retraiter de 500 milles.

Quand Denekin a commencé son invasion, il avait avec lui des troupes provenant de l'Ukraine, du Caucase et de la vallée du Don; aujourd'hui les troupes de ces trois provinces combattent contre Denekin. Pourquoi? Se seraient-elles aperçues que les accusations lancées par la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat russe, n'étaient qu'un tissu de mensonges odieux?

Quand les anglais, aidés d'américains, de canadiens et de russes, ont attaqué la Russie à Arkangel, une partie de leurs troupes s'est révoltée, a tué ses officiers et s'est rangée du côté des bolchévistes... Pourquoi? L'Angleterre a du retirer depuis ses troupes de Russie; encore, pourquoi?

Quand la bourgeoisie française a fait envoyer, par le gouvernement bourgeois de Clémenceau, une flotte française dans la Mer Noire, à Odessa, pour combattre les bolchévistes, les marins français se sont révoltés, ont arboré le drapeau rouge sur la flotte, en déclarant que jamais leurs canons tireraient sur le prolétariat russe. Et la France a du rap-peler ses vaisseaux et ses soldats.

Des ouvriers italiens ont refusé de charger des armes et des munitions destinées à Kolchak, dans un port de l'Italie. Des ouvriers de Seattle, aux Etats-Unis, en ont fait autant. Ces ouvriers réalisent que la lutte que l'on fait en Russie est dirigée contre le prolétariat auquel ils appartiennent. De plus, on commence à comprendre un peu partout que

les accusations colportées par la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat russe sont fausses et fabriquées de toutes pièces.

De tous les faits ci-dessus on peut raisonnablement déduire que la bourgeoisie, par sa presse, nous a menti effrontément, systématiquement et follement au sujet de la révolution russe, et que ce n'est pas sans raison que nous venons lui dire: "T'AS MENTI".

PREUVE DIRECTE

Depuis que l'invasion s'est faite en Russie, le gouvernement des soviets russes a souventes fois écrit à tous les gouvernements qui l'attaquent: "Mais, enfin, sommes-nous en guerre?" "Nous avons peine à le croire, vos représentants officiels sont encore ici." Et chaque gouvernement bourgeois garde le silence, n'a jamais déclaré la guerre ni à la Russie, ni au gouvernement bolchévique et a toujours maintenu ses représentants officiels en Russie.

Prenant donc pour acquis qu'il n'y avait pas de guerre entre la Russie et les Etats-Unis, le gouvernement de Lenin a envoyé, M. Martens comme son représentant officiel auprès de la République Américaine, avec instruction de remettre au secrétaire d'Etat Lansing, sa lettre de créance et le rapport officiel qui suit:

LETTRE DE M. MARTENS.

A l'Honorable Robert Lansing,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D.C.

Monsieur,—

J'ai l'honneur de vous présenter ici mes lettres de créance officielles comme représentant de la République Soviétique Fédérale Socialiste Russe aux Etats-Unis, en même temps qu'une version anglaise des dites lettres.

J'ai aussi l'honneur de vous soumettre un Memorandum des conditions politiques et économiques actuelles de la Russie Soviétique, basées sur des renseignements qui me furent donnés par mon Gouvernement, et, de plus, vous trouverez ci-incluse une version de la constitution de la République Soviétique Fédérée de Russie.

Me tenant entièrement à la disposition du gouvernement des Etats-Unis pour toute information additionnelle, ou pour toute conférence officielle ou non,

Je demeure, Monsieur,
Votre très respectueux,

(Signé) L. A. MARTENS,
Représentant aux Etats-Unis.
S. NUORTEVA,
Secrétaire du Bureau.

MEMORANDUM.

La République Soviétique Fédérale Socialiste Russe fut établie le 6 novembre 1917, par un soulèvement spontané des masses laborieuses de Russie. Son gouvernement, le Conseil des Commissaires du Peuple, est un gouvernement responsable contrôlé par tous les membres de la population russe désireux d'accomplir un travail utile, physique ou mental. Ceux qui refusent délibérément d'exercer leurs capacités productives, tout en étant capables de travailler, préférant vivre des fruits du travail d'autrui, ceux-là sont éliminés de la participation au contrôle de mon Gouvernement.

A l'heure actuelle, le nombre de ceux qui veulent travailler pour le bien commun, s'élève à au moins 90 pour cent de la population adulte du domaine contrôlé par les Soviets. Tous ces gens jouissent de pleins droits politiques et civils.

La base du droit de citoyen en Russie étant industrielle et économique plutôt que politique et le système social étant d'une nature telle que toute personne faisant un travail social utile est tenue de participer aux affaires publiques, le pourcentage de ceux qui participent directement à l'administration de la société, dans la Russie Soviétique, est plus grand actuellement qu'il ne l'a jamais été dans n'importe quelle autre partie du monde. La République Soviétique Russe offre ainsi le plus grand champ possible à la vraie expression de la volonté consciente du peuple. Tandis que le Gouvernement Soviétique est un gouvernement de la classe ouvrière, l'abolition de l'exploitation du travail et, par là, l'élimination de la division de classes suscite une communauté productrice au sein de laquelle tous les membres actifs sont sujets à devenir des travailleurs utiles qui jouissent de leurs pleins droits politiques. Mon Gouvernement devient

ainsi l'expression d'un total de cent pour cent de la population. On doit aussi remarquer que les droits politiques sont accordés en Russie à tout sujet occupé à un travail utile, même si n'étant pas de Russie il ne travaillait là que temporairement.

La République Soviétique Fédérale Socialiste Russe fut rapidement acclamée par la grande majorité du peuple ouvrier par tout l'ancien Empire de Russie. Elle s'est maintenue malgré de nombreux complots et une forte opposition de la part de petits groupes des anciennes classes dirigeantes qui, en plusieurs occasions, ont appelé l'aide étrangère et qui ont employé les méthodes les moins scrupuleuses dans leur lutte contre les institutions Soviétiques. Nulle part en Russie ces éléments ont encore pu organiser à leur gré une résistance notable à la volonté populaire, telle qu'exprimée par le Gouvernement Soviétique. Ce n'est que dans les districts éloignés, à population clairsemée, et dans tous de ces districts où nos adversaires ont eu accès au secours militaire étranger, qu'il leur a été possible de maintenir une opposition organisée et d'enlever du contrôle de la Russie Soviétique un territoire quelconque. Aujourd'hui, après seize mois d'existence, la République Soviétique Russe se trouve plus fermement établie qu'en aucun temps.

Au cours de cette année, le Gouvernement Soviétique a surtout réussi à reprendre possession de vastes territoires dont il avait perdu le contrôle durant les mois précédents. En février 1919, les troupes soviétiques, sur le front nord, ont repris la ville de Shenkursk et le territoire voisin. Au front est, elles ont perdu Perm, mais elles ont repris Pereufa, Ufa, Sterlitamak, Bellbey, Orenburg et Uralsk. Le chemin de fer reliant l'Asie Centrale est maintenant entre les mains du Gouvernement Soviétique. Au front sud, elles ont pris les stations ferroviaires de Pavorino, Alexikovo, Polovaya, Kalatsk, et Begutchar, qui leur ont assuré le contrôle des chemins de fer de cette région, tandis qu'au front sud-est les troupes soviétiques de l'Ukraine menacent par en arrière l'armée de Krasnov à Ugansk. Dans l'Ukraine, les troupes soviétiques se sont emparées de Kharkov, Yekaterinoslav, Poltava, Krementchug, Tchernigov et Obruch. Dans les provinces Baltiques et en Lithuanie, la puissance soviétique s'est étendue sur une grande partie du territoire précédemment occupé par les Allemands, y compris les grandes villes de Minsk, Vilna, Riga, Mitau, Dvinsk, Windau et autres qui sont sous le contrôle des adhérents du Soviétique.

Ces succès, en dernier lieu mentionnés, sont surtout dus au fait que, après l'évacuation par les armées allemandes du territoire enlevé à la Russie durant la guerre, et par le traité de paix de Brest-Litovsk, que la République Soviétique a été forcée de signer sous les plus dures conditions, les travailleurs, partout dans ces territoires, se sont levés en masse pour supporter l'idéal et l'ordre social représentés par la République Soviétique.

Le ressentiment contre les anciennes classes dirigeantes, qui n'ont pas hésité à inviter le secours militaire étranger contre leur propre nation, s'est affirmé par le support de plus en plus populaire du Gouvernement Soviétique, même chez ceux qui d'abord étaient hostiles ou indifférents à la règle soviétique. Hommes et femmes, versés dans des œuvres littéraires, techniques ou intellectuelles, se rallient maintenant en grand nombre pour supporter le Gouvernement Soviétique, et coopérer avec lui dans toutes les branches de l'administration. Les paysans de Russie, dont la grande majorité a d'abord supporté la révolution des travailleurs, se sont de plus

en plus consciencieusement attachés à notre système social, se rendant bien compte qu'en supportant la République des travailleurs, c'était le seul moyen pour eux de retenir le contrôle des terres qu'ils avaient enlevées à leurs anciens oppresseurs. L'isolement économique de la Russie qui jusqu'ici a empêché le Gouvernement Soviet de fournir aux paysans l'outillage dont il a tant besoin, est certainement la cause de beaucoup de misère à la campagne; cependant, en général, les paysans ne jettent pas le blâme sur le Gouvernement Soviet comme étant la cause de cette privation, car ils réalisent que tout ceci est dû à l'intervention délibérée de groupes hostiles dans les affaires du peuple russe, et que le remède à cet état de chose n'est pas l'affaiblissement, mais le renforcement du pouvoir Soviet. Ils comprennent clairement—et leur expérience, dans les cas où les forces contre-révolutionnaires ont réussi temporairement à renverser les institutions soviétiques, l'a démontré en toute évidence—que le renversement de la règle Soviétique, s'il était possible, conduirait à l'établissement d'une aristocratie sanguinaire, réactionnaire et tyrannique.

Une amélioration remarquable s'est opérée dans la situation intérieure de la Russie Soviétique, et cela ressort des négociations que les membres de l'ancienne Assemblée Constituante ont ouvertes avec le Gouvernement Soviet. Des représentants de l'ancienne Assemblée Constituante, tels que Tchernov, Raktinikov, Sivatitsky, Volski, Bourevoy, Tchernenkov, Antonov, aussi tous membres du Comité Central du parti Social Révolutionnaire, sont arrivés récemment à Moscou pour participer à une conférence avec le Gouvernement Soviet, dans le but de donner leur appui à notre République. Cette conférence a donné lieu à une entente par laquelle ces fameux Révolutionnaires Sociaux, et anciens adversaires acharnés, ont cessé leur opposition et se sont déclarés avec emphase contre l'intervention de l'Entente en Russie.

Une autre amélioration dans les relations du Gouvernement Soviet avec les éléments de la société russe qui lui étaient hostiles, s'est aussi fait sentir par le changement d'attitude des Mensheviks, qui ont également protesté, dans leur conférence, contre l'intervention de l'Entente.

L'armée de la République Soviétique Fédérale Socialiste Russe a été heureusement organisée et compte aujourd'hui au-delà d'un million d'hommes. Un système d'entraînement militaire général a été inauguré qui fournit constamment des recrues à l'armée, et cela dans le but de créer, pour la fin de l'année courante, une force de trois millions d'hommes. Les troupes du Gouvernement sont conduites en partie par des officiers des anciennes armées russes qui ont donné leur allégeance au Gouvernement Soviet, et en partie des officiers qui ont gradué dans les institutions militaires établies par mon Gouvernement. Le Commissariat de la Guerre a réussi à établir et maintenir une stricte discipline dans les rangs de l'armée—discipline non basée sur la crainte des punitions ou sur une soumission docile, mais sur l'ardente conviction des travailleurs, chez qui l'armée est recrutée, que c'est leur privilège aussi bien que leur devoir de défendre leurs oeuvres sociales contre toute usurpation, d'où qu'elle vienne. C'est cette conviction de la nécessité de la défense de notre oeuvre révolutionnaire qui nous a permis, malgré tous les obstacles économiques, d'organiser d'une manière efficace la production des fournitures militaires.

Le Gouvernement Soviet dut hériter d'une faillite financière complète

créée par quatre années de guerre et une année de révolution. Cet état de chose, comme la nécessité de coordonner le système financier de la Russie avec le nouveau système industriel et économique représenté par mon Gouvernement, a rendu nécessaire la complète réorganisation des institutions financières sur la base de droits à la propriété commune. Cette réorganisation qui tend à remplacer le système monétaire par un système représentant la valeur du travail, est encore à l'état de formation. Malgré tout, le Gouvernement Soviet, en autant que ses relations financières et ses obligations envers les autres pays sont concernées, est prêt à offrir des moyens de transactions financières convenables aux systèmes financiers de ces autres pays.

La période qui a précédé l'établissement du Gouvernement Soviet, avait aussi fort désorganisé les moyens de production et de distribution. Or le Gouvernement Soviet a inauguré un système de possession et de contrôle publics des industries. Actuellement il s'est emparé de plusieurs branches importantes de l'industrie, et il a donné au Conseil Suprême d'Economie Nationale le contrôle absolu de toutes les industries. De grands obstacles s'élevèrent, causés par les méthodes d'obstruction de nos adversaires, par le manque de matière première et de machinerie, et causés aussi par la confusion inévitablement coïncidente de la vaste réorganisation de la vie industrielle. En dépit de ces obstacles, plusieurs branches de l'industrie ont été rétablies, même avec accroissement d'efficacité productive. Cependant, le rétablissement de plusieurs branches de l'industrie a été impossible, à cause du manque de matière première et de machines. Les besoins de ces industries ouvrent aux autres pays un grand champ d'affaires avec la Russie.

L'état des communications par chemin de fer, au commencement du régime Soviet, était fort défectueux. La nécessité, d'abord celle de la démobilisation de la vieille armée et ensuite celle des opérations militaires contre les attaques contre-révolutionnaires, accaparait tous nos chemins de fer et ne laissait que peu d'opportunité au travail de reconstruction de ce côté. Cependant, durant l'année dernière, le Gouvernement Soviet a réussi à construire et à compléter la construction d'environ 2,000 verstes de nouveaux chemins de fer. Il s'est aussi beaucoup appliqué à la construction d'autres moyens de communication, tels que canaux, chemins, etc., et, dans le moment, il s'occupe de ces projets sur une grande échelle, ce qui va aussi favoriser grandement le commerce étranger.

Le peuple de Russie, tenu pendant des centaines d'années loin des sources de l'éducation populaire, en a fait la tâche principale de mon Gouvernement de réorganiser le système scolaire afin d'atteindre le plus de succès possible dans l'oeuvre de l'éducation populaire. Sous ce rapport, un grand travail a été fait par toute la Russie au cours de l'an dernier. Des dizaines de mille nouvelles écoles primaires, écoles techniques, universités d'ouvriers et des cours de lecture, surtout des cours d'agriculture, ont été établis et maintenus à grands frais par le Gouvernement Soviet; et le champ de l'activité scolaire a été étendu de manière à rendre, autant que possible, le trésor des arts et des sciences facilement accessible au peuple.

Tous ces efforts, bien qu'encore incomplets, ont donné au peuple russe une preuve suffisante de la sincérité du désir et de la capacité du Gouvernement Soviet de satisfaire aux besoins de la population, et ont gran-

dement contribué à diminuer l'opposition. En autant que l'opposition cessait sa résistance active au Gouvernement Soviet, il a été possible d'adoucir les mesures extraordinaires, telles que la censure, la loi martiale, etc.

Bien des préjugés se sont élevés contre le Gouvernement Soviet, par la circulation de faux rapports sur la nature des institutions et des mesures prises par la Russie Soviétique. Une des plus fréquentes allégations a été que le gouvernement des Soviets en est un de violence et de meurtre. Sous ce rapport, je veux attirer votre attention sur les passages suivants de la note envoyée au Président des Etats-Unis, le 24 décembre 1918, par Maxim Litvinoff, de la part du Gouvernement Soviet de Russie:

"Le but essentiel des Soviets est de procurer à la majorité du peuple russe qui peine, la liberté économique sans laquelle la liberté politique ne leur est d'aucun avantage. Pendant huit mois les Soviets se sont efforcés d'atteindre leur but par des méthodes pacifiques, sans avoir recours à la violence, acceptant l'abolition de la peine capitale, laquelle abolition avait fait partie de leur programme. Ce ne fut que lorsque leurs adversaires, la minorité du peuple russe, se livrèrent à des actes de terreur contre les membres populaires du gouvernement et qu'ils eurent appelé l'aide des troupes étrangères que les masses laborieuses furent entraînées à des actes de violence, et quelles donnèrent libre cours à leur colère et à leurs sentiments d'amertume contre leurs anciens oppresseurs. De fait, l'invasion du territoire russe par les Alliés a non-seulement forcé les Soviets, à l'encontre de leurs désirs, à militariser de nouveau le pays et à diriger leurs énergies et leurs ressources, si nécessaires à la reconstruction économique de la Russie épuisée par quatre années de guerre, vers la défense du pays, mais elle a aussi tari la source vitale des vivres et de la matière première, exposant le peuple à la plus terrible misère, sur le bord de la famine.

"Je voudrais faire comprendre que ce qu'on appelle la terreur rouge, si grossièrement exagérée et mal interprétée à l'étranger, n'a pas été la cause, mais la suite et le résultat direct de l'intervention des Alliés. Les ouvriers et les paysans russes ne peuvent pas comprendre comment des pays étrangers, qui n'ont jamais pensé à se mêler des affaires de la Russie alors que le militarisme et le barbarisme du Czar étaient suprêmes, et qui supportaient même ce régime, se sentent aujourd'hui justifiés d'intervenir en Russie, maintenant que les ouvriers eux-mêmes, après des années de luttes pénibles et de sacrifices sans nombre, ont réussi à prendre le pouvoir et à mettre la destinée de leur pays entre leurs mains, ne cherchant rien de plus que leur propre bonheur et la fraternité internationale qui ne comporte aucune menace pour les autres nations."

Dans un autre passage de la même note, M. Litvinoff déclare ce qui suit:

"Le meilleur moyen de mettre fin à la violence en Russie serait d'en arriver à un règlement qui comprendrait le retrait de toutes les troupes étrangères de Russie, et la discontinuation de l'aide directe ou indirecte à ces groupes russes qui se bercent encore du futile espoir d'une révolte armée contre le gouvernement des travailleurs, mais qui, d'eux-mêmes, ne songeraient même pas à une telle possibilité, s'ils ne pouvaient compter sur l'aide du dehors."

Le grand travail de reconstruction sociale, inauguré par le Gouvernement Soviet, a été gêné par la nécessité de la défense militaire contre les adversaires de notre République, et par l'isolement économique de la Russie Soviétique, lequel fut une de leurs armes d'attaque, alors qu'ils détruisaient nos magasins de vivres et nos centres de ravitaillement; tout cela a grandement contribué à augmenter les souffrances de notre peuple. Par de grands efforts et par une consolidation efficace de tous les moyens économiques à sa disposition, mon Gouvernement a été capable de détourner les plus terribles aspects de cette situation.

Le fait que la rupture économique, jointe à la famine et au manque de toutes les choses nécessaires à la vie, domine d'une manière encore plus aigue dans telles parties de l'ancien Empire russe qui ont été pendant quelque temps aux mains des adversaires de notre République et qui ont eu contact avec le monde extérieur, prouve clairement que la règle Soviétique est bien plus apte qu'aucun autre prétendant à fournir au peuple de Russie les moyens nécessaires à son existence.

Eu égard à ce que ci-dessus, j'ose dire que le Gouvernement Soviet a donné des preuves de stabilité, de permanence, de support populaire et de capacité constructive, comme il n'en a jamais été requis d'aucun autre gouvernement au monde, comme base de reconnaissance politique et d'échange commercial. J'ai confiance que le monde, hors de Russie, commence à se convaincre, autant que le peuple russe lui-même, de la futilité des efforts que l'on fait pour abattre le Gouvernement Soviet. Ces efforts n'aboutissent qu'à une effusion de sang, et, s'ils réussissent quelque part en Russie, ils n'amènent que l'établissement temporaire d'une autocratie monarchique et sanguinaire qui ne peut se maintenir, et dont l'existence temporaire même n'aboutira qu'à répandre le sang et la misère.

Tout en réalisant bien que la prospérité économique du monde en général, y compris la Russie Soviétique, résulte de l'échange ininterrompu des produits entre les différents pays, le Gouvernement Soviet de Russie désire établir des relations commerciales avec les autres pays, spécialement avec les Etats-Unis. Le Gouvernement Soviet est de suite prêt à acheter des Etats-Unis de grandes quantités de produits manufacturés, à des conditions de paiement des plus satisfaisantes pour les parties en cause. Mon Gouvernement désire aussi en arriver à une entente pour ce qui regarde l'exportation de Russie de la matière première demandée par les autres pays et dont un surplus considérable existe en Russie. Dans le but de rétablir l'intégrité économique de la Russie et d'assurer des relations commerciales ininterrompues, les ouvriers et les paysans russes, comme M. Litvinoff l'a dit dans sa note citée plus haut, "sont prêts à faire n'importe quelle concession quant à ce qui regarde l'intérêt même des autres pays"; mais il va sans dire qu'aucune entente ne pourrait se faire si elle devait altérer ou diminuer la souveraineté du peuple, telle qu'exprimée par la République Sovietique Fédérale Socialiste Russe.

Ainsi, de la part de la République Soviétique Fédérale Socialiste Russe, il n'existe aucun obstacle à l'établissement de relations convenables avec les autres pays, surtout avec les Etats-Unis. Le Gouvernement Soviet de Russie est désireux d'ouvrir ses portes aux citoyens des autres pays à la recherche pacifique de meilleures conditions, et il invite toute enquête ou recherche sur son état actuel, lesquelles prouveront, j'en suis certain,

que la paix et la propriété en Russie et ailleurs, en autant que la prospérité de la Russie affecte les autres pays, peuvent être obtenues par la cessation de la politique actuelle de non-correspondance avec la Russie Soviétique, et par l'établissement d'une correspondance matérielle et intellectuelle.

La Russie est prête à acheter sur le marché américain de grandes quantités de marchandises proportionnées aux besoins de 150,000,000 d'habitants, savoir des fournitures de chemin de fer, des machines et instruments agricoles, des machines de fabriques et outils, des machines de mines et outils, des appareils électriques, des presses, des métiers, des chaussures et habits, des matières grasses et des viandes en conserve, des articles en caoutchouc, des clavigraphes et accessoires de bureau, des automobiles et camions, des articles de médecine et de chimie, etc.

La Russie est prête à vendre les marchandises suivantes: lin, chanvre, peaux, soies, fourrures, bois, grain, platine, métaux et minéraux.

Le Gouvernement russe, pour l'ouverture du commerce avec les Etats-Unis, est prêt à placer de suite dans les banques d'Europe et d'Amérique un montant de deux cent millions de piastres (\$200,000,000) en or pour couvrir le coût des premiers achats.

Pour mettre sur une base solide le crédit russe aux Etats-Unis, je vous prie de croire que des négociations plus minutieuses avec mon Gouvernement feraient naître des propositions très acceptables à ce sujet.

Je suis autorisé par mon Gouvernement à négocier l'ouverture prochaine de relations commerciales pour le bien commun de la Russie et des Etats-Unis, et je serais heureux d'en discuter les détails dès la première occasion.

Cette lettre fut remise le 18 mars 1919 et le memorandum fut remis à la presse le 20 mars de la même année, et plusieurs journaux l'ont publié en tout ou en partie.

Or, dès le mois de février 1919 le gouvernement des Etats-Unis et celui de l'Angleterre s'étaient entendus pour nommer une commission afin de se renseigner officiellement sur la situation véritable des choses en Russie.

J'attire ici spécialement l'attention sur les dates; c'est au mois de février que la commission a été nommée par les deux gouvernements anglais et américain, et ce n'est que le 18 mars suivant que le memorandum a été communiqué par M. Martens. Cette commission-là n'avait donc pas été nommée pour aller vérifier en Russie si ce memorandum de M. Martens était exact ou non.

De plus, le rapport de la commission nommée par les deux gouvernements anglais et américain n'a été déposé devant le Comité des Affaires Etrangères du Senat Américain que le 12 septembre 1919. Le 18 mars précédent M. Martens ne pouvait pas savoir quel rapport ferait cette commission, ni comment ce rapport concorderait avec son exposé de faits.

Je laisse au public à juger si les prétentions de M. Martens et le rapport de la commission Bullitt concordent ou non. Voici les trois rapports des trois commissaires Bullitt, Petit et Stefens nommés par les gouvernements anglais et américain.

RAPPORTS DE LA MISSION BULLITT SUR LA RUSSIE.

N.B.—Chacun sait qu'en outre d'un consul, chaque pays maintient dans tous les autres pays une police secrète pour obtenir tous les renseignements sur ce qui se passe dans le monde. Quand la Conférence de la Paix a commencé à siéger, tous ces renseignements étaient adressés séparément aux différentes délégations respectivement, afin que chaque délégué puisse avoir la somme totale de ces renseignements obtenus par ces diverses polices; il fut décidé d'organiser un centre d'information une espèce de "Clearing House".

A la tête de ce bureau central d'information, il fallait un homme compétent et dans lequel la Conférence put avoir pleine confiance sous le rapport de l'impartialité, de l'honorabilité et de la sincérité.

C'est M. Bullitt qui fut chargé de ce bureau central d'information. Tous les matins il faisait imprimer un rapport contenant un sommaire de tous les faits portés à la connaissance du bureau central d'information et ce rapport était distribué aux membres de la délégation.

Comme ce rapport était assez volumineux, et, pour épargner du temps, il fut décidé que chaque membre de la délégation aurait le privilège de se renseigner auprès de la source officielle centrale de renseignements et que chaque délégué aurait droit, tous les jours, à 20 minutes du temps de M. Bullitt.

Aussi, quand la Conférence de la Paix voulut être renseignée exactement sur ce qui se passait en Russie, a-t-elle délégué l'homme tout désigné par suite de ses services et de son expérience et a-t-elle envoyé M. Bullitt et ses deux aides MM. Steffens et Pettit, et M. Bullitt leur communiqua le rapport suivant qui est le seul rapport officiel que la Conférence de la Paix ait eu jusqu'à cette date.

Nous publions ci-dessous les rapport de Willlam C. Bullitt sur sa mission spéciale en Russie durant la dernière semaine de février 1919; ainsi que le rapport du Capitaine W. W. Pettit, son assistant, et celui de Lincoln Steffens qui les accompagnait. Ces rapports furent d'abord rendus publics par l'exposé de M. Bullitt, devant le Comité des Relations Etrangères du Senat Américain, le 12 septembre 1919.

I. RAPPORT DE WILLIAM C. BULLITT

SITUATION ECONOMIQUE:

La Russie aujourd'hui est dans une condition de misère économique aigue. Le blocus par terre et par mer est la cause de cette misère et le manque de moyens de transport en est le principal symptôme. Un quart seulement des locomotives employées sur les lignes russes avant la guerre, est maintenant en usage. De plus, la Russie Soviétique est complètement privée de tout approvisionnement de charbon et de gazoline. Conséquemment, les moyens de transport, par la vapeur ou l'électricité, sont dans le marasme; et le transport, par automobiles et par la flotte de bateaux et de barges du Volga mis par la gazoline, est devenu impossible.

Comme résultat de ces obstacles au transport, il n'est possible d'amener, des centres à grain à Moscou, que vingt-cinq chars d'aliments par jour, au lieu de cent chars qui seraient nécessaires, et à Pétrograde, que quinze chars, au lieu de cinquante qui seraient aussi nécessaires. En conséquence, chaque homme, femme et enfant, à Moscou et à Pétrograde, souffre de cet état de famine.

La mortalité est particulièrement grande chez les nouveaux-nés, que les mères ne peuvent allaiter, chez les mères qui relèvent de maladie et chez les personnes âgées. De plus, toute la population est grandement sujette aux maladies; et la moindre des maladies a un résultat fatal, à cause du manque absolu de médicaments. Les fièvres typhoïdes, le typhus et la petite vérole sont à l'état épidémique à Pétrograde et à Moscou.

L'industrie, exception faite pour les munitions de guerre, est en partie arrêtée. Presque tous les moyens de transport qui ne sont pas employés à charroyer les aliments, sont employés au support de l'armée, et il ne reste à peine que quelques moyens de transport pour apporter les matériaux nécessaires à l'industrie normale. De plus, l'armée a absorbé les meilleurs sujets de la nation, sous le rapport de l'intelligence et de la vigueur physique. En outre, la Russie Soviétique est privée de ses principaux centres pour le fer et le coton. Il n'y a que les industries du lin, du chanvre et du bois qui reçoivent un support adéquat de matière première.

D'un autre côté, tout ce qu'on peut se procurer de plus essentiel à la vie économique, est mis à profit par le Gouvernement Soviétique. Les trains disponibles marchent à temps. La distribution des aliments est bien contrôlée. Plusieurs experts industriels du vieux régime dirigent de nouveau leur industrie et le sabotage par ces directeurs a cessé. Le chômage durant les heures de travail a été réglé.

ETAT SOCIAL.

La phase destructive de la révolution est passée et le gouvernement met toute son énergie à la reconstruction. La terreur a cessé. Tout pouvoir de jugement a été enlevé à la commission extraordinaire, établie pour la suppression de la contre-révolution, qui ne fait maintenant qu'accuser les contre-révolutionnaires suspects, qui sont jugés par des tribunaux réguliers, établis par la loi. Les exécutions sont extrêmement rares. Le bon ordre a été rétabli. Les ... sont sans danger. La

chasse au fusil a cessé. Il y a peu de vols. La prostitution n'est plus visible. La vie de famille n'a pas été changée par la révolution, en dépit du canard sur la "nationalisation des femmes".

Les théâtres, l'opéra et les ballets fonctionnent comme en temps de paix. Des milliers de nouvelles écoles ont été ouvertes dans toutes les parties de la Russie, et le Gouvernement Soviet semble avoir fait plus, pour l'éducation du peuple russe, dans un an et demi, que n'a fait le Tsarisme pendant cinquante ans.

SITUATION POLITIQUE.

La forme Soviétique de gouvernement est fermement établie. Aujourd'hui, le fait le plus saillant en Russie est peut-être le support général donné au gouvernement par le peuple, en dépit de son état de famine. De fait, le peuple met tout-à-fait le blâme de sa misère sur le compte du bourgeois et des gouvernements qui le maintiennent. La forme Soviétique de gouvernement semble être devenue, pour le peuple russe, le symbole de leur révolution. Sans doute, c'est une forme de gouvernement qui se prête à de graves abus et à la tyrannie, mais elle répond à la question du moment en Russie, et elle a pris une telle emprise sur l'imagination de la masse, que les femmes sont prêtes à souffrir la faim, et les jeunes gens à mourir pour elle.

La position du parti communiste (précédemment Bolshiviki) est aussi très forte. Le blocus et l'intervention ont amené les principaux partis de l'opposition, les révolutionnaires sociaux de la droite et les mencheviki, à donner leur support temporaire aux communistes. Ces partis d'opposition ont tous deux formellement dénoncé le blocus, l'intervention, et le support des gouvernements anti-soviets par les alliés et leurs gouvernements associés. Leurs chefs, Volsky et Martov, sont les plus acrimonieux dans leur demande de la paix et de la cessation du blocus.

Aussi, la seule opposition, de quelque poids, aux communistes d'aujourd'hui, vient des partis plus radicaux—les révolutionnaires sociaux de la gauche et les anarchistes. Ces partis, dans leurs écrits, appellent les communistes, et particulièrement Lenin et Tchitcherine, "Les gendarmes bourgeois aux gages de l'Entente". Ils attaquent les communistes, parce que ces derniers ont encouragé les savants, les ingénieurs et les experts de l'industrie de la classe bourgeoise, à occuper des postes importants sous le Gouvernement Soviet, avec gros salaire. Ils regrettent contre l'emploi d'officiers bourgeois dans l'armée et contre les efforts des communistes à l'obtention de la paix. Ils demandent le massacre immédiat de toute la bourgeoisie et une déclaration immédiate de guerre contre tous les gouvernements non-révolutionnaires. Ils allèguent que les gouvernements de l'Entente devraient être forcés d'intervenir plus fortement en Russie, assurant qu'une telle action amènerait sûrement le prolétariat, de tous les pays d'Europe, à une révolution immédiate.

Dans le parti communiste même il y a une division d'opinion par rapport à la politique étrangère, mais ce désaccord n'a pas causé d'hostilité personnelle ou de rupture ouverte dans les rangs du parti. Trotsky, les généraux et les théoriciens, croient que l'armée rouge devrait avancer partout, jusqu'à ce qu'une intervention plus vigoureuse de l'Entente soit provoquée, sur laquelle ils comptent, eux aussi, pour amener la révolution

en France et en Angleterre. Leur attitude est quelque peu teinte par l'orgueil qu'ils ont de leur jeune armée si alerte. Lenin, Tchitcherine, et le gros du parti communiste, d'un autre côté, soutiennent que le problème essentiel du moment est de sauver le prolétariat de Russie, en particulier, et celui de l'Europe, en général, de la famine, et ils allèguent que ce serait un piètre résultat, pour la révolution, de conquérir toute l'Europe, si en retour le Gouvernement des Etats-Unis amenait la famine dans toute l'Europe. C'est pourquoi ils sont partisans de la conciliation avec les Etats-Unis, même aux dépens de leurs principes les plus précieux. Aujourd'hui le prestige de Lenin en Russie est si puissant, que le groupe de Trotsky est forcé de le suivre, à contre-cœur.

Pratiquement, Lenin a raison quant à la politique actuelle de la Russie. Il reconnaît que les compromis qu'il est forcé de faire ne sont pas désirables au point de vue socialiste; mais il est prêt à faire ces compromis. Les concessions les plus remarquables qu'il a déjà faites sont, entre autres: l'abandon de son dessein de nationaliser la terre en Russie et l'adoption de la politique de la diviser entre les paysans; l'établissement de banques d'épargne payant un intérêt de 3%; la décision de payer toutes les dettes étrangères; et la décision de donner des concessions, s'il était prouvé qu'elles sont nécessaires pour obtenir du crédit à l'étranger.

En un mot, Lenin se sent obligé de retraiter de sa position théorique sur toute la ligne. Il est prêt à rencontrer à mi-chemin les Gouvernements de l'Ouest.

PROPOSITIONS DE PAIX.

Lenin a profité de mon voyage de recherche pour faire un rapport exact de la position du Gouvernement Soviet. Il fut contrecarré par Trotsky et les généraux, mais il obtint assez facilement le support de la majorité du conseil exécutif, et le rapport de la position du gouvernement soviétique, qui m'a été donné, fut finalement adopté à l'unanimité.

Le débat de ces propositions de paix, avec les chefs du Gouvernement Soviet, fut si détaillé, que je suis convaincu en disant qu'elles ne représentent pas les termes minimum du gouvernement soviétique, et que je puis indiquer là où elles peuvent être modifiées sans les rendre inacceptables au gouvernement soviétique. Par exemple, la clause sous l'article 5— "et pour leurs sujets qui ont été ou qui peuvent être poursuivis pour avoir aidé la Russie Soviétique"—n'est certainement pas d'une importance vitale. Et la clause, sous l'article 4, quant à l'admission des citoyens des républiques soviétiques de Russie dans les pays alliés et associés, peut certainement être changée, de manière à réserver tous droits nécessaires aux alliés et pays associés pour contrôler une telle immigration, et être limitée aux personnes qui viennent pour des affaires légitimes et nécessaires, excluant en définitive toute possibilité à l'invasion des propagandistes.

CONCLUSIONS.

Les conclusions suivantes sont respectueusement soumises:

1. Aucun gouvernement, sauf un gouvernement socialiste, ne peut être maintenu aujourd'hui en Russie, si ce n'est par des bayonnettes étrangères, et tout gouvernement ainsi établi tombera, du moment qu'un tel support lui sera retiré. Le clan de Lenin, du parti communiste, est aussi modéré qu'aucun gouvernement socialiste qui pourrait contrôler la Russie.

2. Aucune paix réelle ne peut être établie en Europe ou dans le monde, sans que la paix soit faite avec la révolution. Ces propositions du Gouvernement Soviet donnent l'avantage de faire la paix, avec la révolution, sur une base juste et raisonnable—et c'est peut-être l'unique occasion.

3. Si le blocus était levé, et si on commençait à envoyer régulièrement des vivres à la Russie Soviétique, on aurait une emprise plus grande sur le peuple russe que celle que pourrait donner le blocus lui-même—emprise donnée par la crainte de se voir couper les vivres. De plus, les partis qui sont opposés aux principes communistes, mais qui les supportent pour le moment, pourraient commencer à les combattre.

4. Il est, en conséquence, respectueusement recommandé, que des propositions, suivant les lignes générales des suggestions du Gouvernement Soviet, devraient être faites le plus tôt possible, avec des changements tels, surtout aux articles 4 et 5, qu'ils rendraient ces propositions acceptables à l'opinion conservatrice des pays alliés et associés.

Très respectueusement soumis,

WILLIAM C. BULLITT .

APPENDICE.

TRANSPORT.

Locomotives.—Avant la guerre la Russie avait 22,000 locomotives. La destruction par la guerre et par le bris et l'usure ordinaires, a réduit le nombre des locomotives en bon ordre à 5,500. La Russie est complètement privée de parties de rechange et de matériaux pour réparer et il est impossible de les manufacturer en Russie. Et c'est tout ce que peut faire le Gouvernement Soviet de tenir en bon ordre, au prix des plus grandes difficultés, les quelques locomotives qui sont à sa disposition.

Charbon.—La Russie Soviétique est complètement privée de ses approvisionnements de charbon. Kolchak détient le district minier de Perm, quoique les troupes Soviétiques y soient maintenant tout près. Denekin détient encore la plus grande partie du bassin minier du Donetz et il a détruit les mines de charbon de la partie du district qu'il a évacué. En conséquence, il faut se servir du bois pour utiliser les locomotives et les pouvoirs électriques, ce qui est excessivement coûteux, pénible et comparativement inefficace.

Gazoline.—Il y a un manque absolu de gazoline dû à l'occupation de Bakou par l'Angleterre. Dans les villes, les quelques automobiles dont on se sert pour les affaires essentielles du Gouvernement, sont mues par des mélanges employés comme substituts, ce qui fait qu'elles se brisent très fréquemment et qu'elles sont continuellement en panne.

ALIMENTS.

Tout le monde a faim à Moscou et à Pétrograde, y compris les Commissaires du peuple eux-mêmes. La ration quotidienne de Lenin et des autres commissaires est la même que celle du soldat à l'armée ou de l'ouvrier au travail ardu. A l'hôtel qui est réservé pour les officiers du Gouvernement, le menu est le suivant: Déjeuner—Un quart ou une demi livre de pain noir, qui doit durer toute la journée, et du thé sans sucre. Dîner—Une bonne soupe, un petit morceau de poisson, auquel est quelquefois substitué un petit morceau de viande, un légume, soit une pomme de terre ou un petit morceau de chou, et du thé sans sucre. Souper—Ce qui reste de la ration de pain du matin et un peu plus de thé sans sucre.

Quelquefois, du sucre, du beurre et des poulets parviennent de l'Ukraine et sont vendus secrètement pour des prix fabuleux—le beurre, par exemple, à 140 roubles la livre. Chaque fois que le Gouvernement peut mettre la main sur de tels "somptuosités", il les envoie aux écoles, où l'on tâche de donner, à chaque enfant, un bon diner quotidien.

La situation alimentaire a été légèrement améliorée par la réunion de l'Ukraine à la grande Russie, car les aliments sont relativement abondants dans le sud; mais aucune grande amélioration à la situation n'est possible, à cause du manque de moyens de transport.

DIRECTION.

Tout ce dont on peut se servir en Russie Soviétique est utilisé avec une grande habileté. Par exemple, en dépit de la nécessité du chauffage au bois, l'express Moscou-Pétrograde marche à temps, et, les deux fois que j'ai fait le voyage, il n'a pris que treize heures au lieu de douze qu'il prenait avant la guerre.

Le contrôle des vivres fonctionne bien, de sorte qu'il n'y a pas d'abondance côtoyant la famine. Le fort et le faible endurent également les mêmes privations.

Le gouvernement Soviétique a fait de grands efforts pour attirer à son service les chefs de l'industrie et les experts techniques. Des hommes très éminents ont accepté des positions du gouvernement et ce dernier leur paye jusqu'à \$45,000. par année pour leurs services, quoique Lenin ne reçoive que \$1,800. par année. Cette situation irrégulière vient du principe que tout communiste doit se soumettre à l'échelle de salaires établie par le gouvernement, mais si le gouvernement considère qu'il est nécessaire d'avoir l'aide d'un anti-communiste, il lui est permis de lui payer les gages qu'il demande.

Toute assemblée d'ouvriers, durant les heures du travail, est défendue, de sorte que le chômage qui fut si fatal au régime de Kerensky, a été arrêté et l'ordre a été rétabli, aux manufactures comme à l'armée.

ETAT SOCIAL:

La terreur:—La terreur rouge est passée. Pendant son règne, la commission extraordinaire nommée pour la suppression de la contre-révolution, qui était l'instrument de la terreur, a exécuté environ 1,500 personnes à Pétrograde, 500 à Moscou, et 3,000 dans le reste du pays—Ce

qui fait 5,000 pour toute la Russie. Ces chiffres concordent avec ceux rapportées de Russie par le Major Wardwell, et je les crois justes, en autant que j'ai pu les vérifier aux sources Soviettes, anti-Soviettes et neutres. Il est bon de remarquer à ce sujet que durant la terreur blanche, dans le sud de la Finlande, d'après les chiffres officiels, le général Mannerheim a exécuté, sans procès, 12,000 ouvriers, hommes et femmes.

L'Ordre:—On se sent aussi en sûreté dans les rues de Pétrograde et de Moscou que dans les rues de Paris ou de New-York. D'un autre côté, les rues de ces villes sont affreuses à voir, à cause de la fermeture des magasins de détail, dont les fonctions ont été nationalisées et concentrées dans quelques grands magasins départementaux. De plus, Pétrograde a été déserté par la moitié de sa population; mais Moscou est rempli avec deux fois la population qu'il y avait avant la guerre. La seule différence qu'on remarque dans les théâtres, l'opéra et le ballet, c'est qu'ils sont maintenant sous la direction du département de l'éducation, lequel donne de préférence du classique et voit à ce que les travailleurs, hommes, femmes et enfants, aient la chance d'assister aux séances, et à ce qu'ils soient renseignés d'avance sur la signification et les beautés des productions.

La Morale:—Les prostituées ont disparu, les raisons économiques de leur carrière ayant cessé d'exister. La vie de famille n'a absolument pas été changée par la révolution. Je n'ai jamais entendu rire d'aussi bon coeur que quand j'ai dit à Lenin, Tchitcherine et Litvinov, que beaucoup de monde croyait que les femmes avaient été "nationalisées". Ce mensonge est tellement hors de bon sens, qu'ils ne veulent seulement pas prendre la peine de le nier. Le respect pour la femme n'a jamais été aussi grand qu'actuellement en Russie. Le fait est que le jour de mon arrivée à Pétrograde était jour de congé en l'honneur des épouses et des mères.

L'Education:—Les résultats du département de l'éducation sous Lunacharsky ont été très grands. Non seulement tous les classiques Russes ont été réédités à trois ou cinq millions d'exemplaires et vendus au peuple à bas prix, mais des milliers de nouvelles écoles pour hommes, femmes et enfants, ont été ouvertes dans toutes les parties de la Russie. De plus, des clubs d'ouvriers et de soldats ont été organisés dans plusieurs des ci-devant palais, où on instruit le peuple au moyen de vues animées et de lectures. Aux galeries des arts, il y a des classes où l'on initie les ouvriers et les ouvrières aux beautés des tableaux. Les écoles d'enfants ont été entièrement réorganisées et on essaie maintenant de donner à chaque enfant un bon diner quotidien à l'école. De plus, d'excellentes écoles ont été ouvertes pour les enfants nerveux et défectueux. Se basant sur la théorie que le génie et la folie sont deux extrêmes qui se touchent, l'on enseigne, de suite, à ces enfants, à composer de la musique, à peindre des tableaux, à sculpter et à écrire de la poésie, et l'on assure que de très remarquables résultats ont été obtenus, non seulement sous le rapport de la production, mais aussi sous le rapport de la guérison du système nerveux de ces enfants.

MORALE.

La croyance des communistes, convaincus de leur cause, est presque religieuse. Jamais, dans aucun service religieux, n'ai-je vu un tel émouvant ensemble que celui qui eut lieu à l'assemblée du Soviet de Pétrograde, tenue en l'honneur de la fondation de la Troisième Internationale Socialiste. La réponse que me fit un jeune homme, que je questionnais sur son état d'amaigrissement, est typique. Il me répondit très simplement: "Je suis prêt à subir encore une autre année de famine pour notre révolution."

DECLARATIONS DE CHEFS DE PARTIS D'OPPOSITION.

La déclaration suivante m'a été faite par Volsky, des révolutionnaires sociaux de la droite, le plus fort parti d'opposition:

"Toute intervention quelconque prolongera le régime des Bolsheviks en nous forçant, comme tous bons Russes, à cesser l'opposition et à nous rallier au gouvernement soviét pour défendre la révolution. Quant à l'aide à donner aux groupes d'individus ou de gouvernements qui combattent contre la Russie Soviétique, nous ne voyons aucune différence entre une telle intervention et l'envoi de troupes. Si les alliés arrivent à une entente avec le gouvernement soviét, tôt ou tard la masse des paysans fera sentir sa volonté, et elle est autant contre la bourgeoisie que contre les Bolsheviks.

"Si, par hasard, Kolchack et Denikin venaient à gagner, ils auraient à tuer des dizaines de mille personnes là où les Bolsheviks n'ont eu à tuer que des centaines, et le résultat serait la ruine complète et la chute de la Russie dans l'anarchie. Est-ce que l'Europe n'a pas été suffisante pour démontrer aux alliés que l'occupation par les troupes non-bolchévistes changeait simplement en bolchévistes ceux de la population qui ne l'étaient pas auparavant? Il est clair pour nous que les bolchévistes combattent, en réalité, contre la dictature de la bourgeoisie. Nous sommes, en conséquence, prêts à leur aider de toute façon possible.

"La Grand'Mère Ekaterina Constantinovna Brezhnevskaya n'a aucune autorité venant, soit de l'assemblée des membres de l'Assemblée Constituante de toute la Russie, ou du parti des révolutionnaires sociaux. Ses dires, en Amérique, si elle prêche l'intervention, ne représentent que ses opinions personnelles, qui sont catégoriquement répudiées par le parti des révolutionnaires sociaux, lequel s'est exprimé définitivement contre la permission d'une intervention directe ou indirecte."

Volsky a signé cette dernière déclaration comme suit:—"V. Volsky, ex-président de l'assemblée des membres de la constituante de Russie."

Martov, chef des Menshiviki, a déclaré: "Les Menshiviki sont contre toute forme d'intervention, directe ou indirecte, parce que, tout en donnant motif au militarisme, elle tend à mettre en évidence les qualités les moins désirables de la révolution. De plus, les besoins de l'armée accaparent toutes les forces nécessaires pour la reconstruction économique et sociale. L'entente avec le gouvernement soviét diminuerait la tension vers la défense et enlèverait la muselière de l'opposition, qui, pendant que le gouvernement soviét est attaqué, est prête à le défendre, tout en réservant, pour le temps de paix, ses efforts à renverser le régime bolchéviste.

"Tout parti qui supporterait l'intervention serait celui d'extrêmes réactionnaires, parce que tous les autres sont prêts, temporairement, à mettre de côté leurs différents avec les Bolsheviki, pour défendre ensemble la révolution."

Finalement, Martov s'est dit convaincu que si on leur donnait la paix, que la vie et les besoins du pays amèneraient les changements qu'il désire.

L'ARMEE.

L'armée soviétique compte maintenant à peu près 1,000,000 ou 1,200,000 soldats de ligne. Presque tous ces soldats sont âgés de 17 à 27 ans. La morale des régiments varie beaucoup. Les communistes convaincus, qui comprennent le gros de l'armée, combattent avec l'enthousiasme des croisés. Les autres régiments, qui sont composés de gens qui sont entrés dans l'armée pour avoir une meilleure ration de pain, sont tout-à-fait indignes de confiance. Un grand nombre d'officiers de la vieille armée occupent des postes importants dans l'administration de la nouvelle armée, mais ils sont sous le contrôle d'inspecteurs communistes convaincus. Presque tous les officiers de grades inférieurs, dans l'armée, sont des ouvriers qui ont montré du courage dans les rangs et qui ont été entraînés dans des écoles spéciales d'officiers. La discipline a été rétablie, et dans l'ensemble, l'esprit ou la morale de l'armée paraît très bonne, surtout depuis ses récents succès. Les soldats n'ont plus cet air de chiens battus qui les caractérisait sous le Czar, et ils se comportent comme des hommes libres, comme des Américains. Ils sont appréciés du peuple.

J'ai été témoin d'une revue de 15,000 hommes à Pétrograde. Les hommes marchaient bien et leur équipement en chaussures, uniformes, fusils, mitrailleuses et artilleries légères, était excellent. D'un autre côté, ils n'avaient pas de gros canons, ni d'aéroplanes, ni d'obus à gaz, ni de feu liquide, en fait, aucun de ces instruments raffinés pour la destruction.

Le témoignage universel était que le recrutement pour l'armée était plus facile dans les districts qui avaient vécu sous les soviets d'abord, qui avaient été ensuite dominés par les forces anti-soviétiques, puis, qui avaient été réoccupés par l'armée rouge.

Trotsky est énormément fier de l'armée qu'il a créée, mais il est aussi digne de remarque qu'il est, en même temps, prêt à licencier l'armée, de suite, si la paix est obtenue, afin de diriger l'énergie et les cerveaux de cette armée vers le rétablissement de la vie normale du pays.

PRESTIGE DE LENIN.

La prise que Lenin a faite sur l'imagination du peuple russe, fait de sa position presque celle d'un dictateur. Il y a déjà une légende de Lenin. Il est regardé presque comme un prophète. Son portrait, généralement accompagné de celui de Karl Marx, est suspendu partout. En Russie, l'on n'entend jamais prononcer Lenin et Trotsky, tout d'une phrase, comme on le fait dans le monde de l'occident. Lenin est classé comme un homme à part. Trotsky n'est que l'un du commun des mortels.

Lorsque je visitai Lenin au Kremlin, j'ai dû attendre quelques minutes, jusqu'à ce qu'une délégation de paysans ait laissé sa chambre. Ils avaient entendu dire, dans leur village, que le camarade Lenin avait

faim. Ils avaient donc parcouru des centaines de milles, apportant à Lenin, comme don de leur village, 800 poods de pain. Immédiatement avant eux, était venue une autre délégation de paysans qui avaient entendu dire que le camarade Lenin travaillait dans une chambre non-chauffée. Ils s'étaient amenés, portant un poêle et suffisamment de bois pour tenir ce poêle à chauffer pendant trois mois. Lenin est le seul chef (leader) à qui l'on fait de tels cadeaux. Et il les déverse dans le fonds commun.

La physionomie de Lenin est très frappante—Franc et droit, mais aussi sympathique, il est d'une humeur plaisante et d'abord agréable.

CONCESSIONS.

Le gouvernement soviétique se rend très clairement compte qu'il n'est pas à propos d'accorder des concessions à des étrangers, et il ne consent à les faire que sous la pression de la nécessité. Les membres du gouvernement comprennent que la cessation du blocus serait illusoire, si le gouvernement soviétique n'était pas en mesure d'obtenir du crédit dans les pays étrangers, particulièrement aux Etats-Unis et en Angleterre, afin de pouvoir acheter de la marchandise dans ces pays. Car la Russie, aujourd'hui, n'est en mesure d'exporter qu'un peu d'or, un peu de platine, un peu de lin, de chanvre et de bois. Ces exportations sont absolument insuffisantes pour couvrir la grande quantité d'importations dont la Russie a besoin. La Russie doit donc, à tout prix, obtenir du crédit. Les membres du gouvernement soviétique se rendent parfaitement compte, que comme démarche préliminaire pour obtenir du crédit, ils doivent d'abord payer la dette à l'étranger, et conséquemment, ils sont prêts à payer cette dette. Mais même si cette dette était payée, les membres du gouvernement soviétique sont d'opinion qu'il ne leur serait pas possible d'emprunter de l'argent, en pays étrangers, sur leur simple promesse de payer. Ils croient donc qu'ils devront faire des concessions aux étrangers, en Russie, pour obtenir un crédit immédiat. Ils voudraient bien s'éviter cet expédient, si cela leur était possible de quelque façon, mais si c'était absolument nécessaire, ils seraient prêts à adopter ce moyen pour commencer le rétablissement de la vie normale du pays.

RAPPORT DU CAPITAINE W. V. PETTIT.

J'ai quitté Pétrograde le 31 mars. Durant les trois dernières semaines, j'ai traversé la frontière de Finlande six fois et j'ai été à peu près deux semaines à Pétrograde. J'ai rencontré Tchitcherine, Litvinov et la plupart des personnages les plus importants du gouvernement communiste de Pétrograde. (Y inclus Bill Shatov, chef de police).

En peu de mots, mon opinion sur la situation russe est la suivante: A Pétrograde, je présume que le gouvernement communiste actuel est soutenu par la majorité des ouvriers, mais il y a probablement moins que la moitié de la population totale qui soit membre du parti communiste. Quoi qu'il en soit, mes conclusions sont basées, non seulement sur des conversations que j'eus avec les communistes, mais aussi sur celles que j'eus avec des adversaires du gouvernement communiste, des membres de l'aristocratie, des hommes d'affaires et des étrangers, et je suis persuadé que si on leur donnait le choix entre les deux alternatives de la révolution ou de l'intervention étrangère, la grande majorité de la population de

Pétrograde choisirait sans hésiter le gouvernement actuel. L'intervention étrangère souleverait tout la population contre elle et aurait pour effet d'enflammer l'esprit nationaliste actuel. La révolution amènerait le chaos. (Il n'y a nulle part de groupe russe auquel le peuple, à qui j'ai parlé, a confiance. Kolchak, Denikin, Yudenvitch, Trepov, la misérable bande d'émigrés russes qui hantent le Grand Hotel de Stockholm, la Socithans House de Helsingfors, les bureaux de la commission de la paix à Paris, et qui jonglent entre eux sur les moyens de résoudre la situation russe, aucun d'eux n'a de partisans à Pétrograde.) Ceux avec qui j'ai parlé, reconnaissent que la révolution, si elle réussissait à établir un gouvernement fort, aurait pour résultat d'amener la terreur blanche, telle que celle de la Finlande. En Finlande, notre consul a noté 12,500 exécutions dans une cinquantaine de districts, pris parmi les quelques 500, et ce, par la Garde Blanche. A Pétrograde, on m'a maintes fois assuré que le total des exécutions rouges, à Pétrograde et à Moscou, et autres villes, était de 3,200 au maximum.

Cela semble quelque peu incompatible, pour la bourgeoisie russe, de s'opposer à l'intervention alliée et en même temps de ne pas donner leur plein support au gouvernement actuel. Ils justifient leur attitude par le fait que lorsque les deux grands problèmes de la nourriture et de la paix seront résolus, toute la population pourra se mettre à aider le régime actuel à établir un gouvernement stable et efficace. Ils font remarquer les nombreux changements qui ont déjà été faits par le gouvernement communiste actuel, l'admission des erreurs qui ont été commises, la facilité avec laquelle on peut arriver à des moyens de construction sous le présent régime. Tous ces faits ont engagé plusieurs personnes du monde pensant, avec lequel j'ai conversé, à regarder le gouvernement actuel, peut-être sous une forme quelque peu modifiée, comme étant le salut de la Russie.

Aujourd'hui, la situation est mauvaise. La Russie met toute son énergie à créer une armée pour combattre la Garde Blanche qui l'encerclé. Que cette armée soit efficace, ceci est démontré par le territoire qu'occupent actuellement les troupes soviétiques, qui ont eu à combattre la Garde Blanche russe soutenue par des sommes énormes d'argent, de munitions et même de soldats de la part des alliés. Naturellement le transport est inefficace; il était horrible dans les dernières années du régime du Czar. La séparation absolue du reste du monde, ajoutée aux conditions chaotiques qui ont existées depuis la révolution de 1917, plus le sabotage qui jusqu'à récemment était assez général parmi la classe intellectuelle, y compris les ingénieurs, a produit une diminution du fonds roulant. Le transport de l'immense armée qui a été recrutée, a limité le nombre de chars utilisables pour le transport d'aliments. L'isolement de la Sibérie, de la Finlande, des provinces de la Baltique, et jusqu'à récemment de l'Ukraine, a rendu nécessaire l'établissement de nouvelles voies pour le transport d'aliments. Conséquemment, il y a eu de grandes souffrances à Pétrograde. Sur une population de un million, il y en a deux cent mille qui sont rapportés comme malades par le bureau de santé, dont cent mille sérieusement dans les hôpitaux et chez eux, et l'autre cent mille, aux membres affectés, mais pouvant cependant se rendre aux cuisines communes. Toutefois, les rapports, que les gens meurent dans les rues, sont faux. Ce qu'il y a de nourriture est équitablement distribué, et il y a des cuisines communes où n'importe qui peut

recevoir un assez bon repas pour 3 roubles et demi.

Pour de l'argent, chacun peut obtenir beaucoup de luxe. Les enfants, dont quelque 50,000 ont été logés, sont admirablement traités, et hors du manque de lait, ont fort peu à se plaindre. Dans les écoles publiques, des repas gratuits sont donnés aux enfants, et l'on voit, sur la figure de la jeune génération, peu des indices de souffrance que les personnes plus âgées ont endurée et endurent encore. La condition alimentaire s'est récemment améliorée, par suite de la suspension des trains à passagers, et de la reprise de l'Ukraine où la nourriture est abondante. Il est arrivé quotidiennement de 60 à 100 chars d'aliments à Pétrograd depuis le 18 février.

Peut-être est-il futile d'ajouter que ma solution du problème russe est en quelque sorte la reconnaissance du gouvernement actuel, la création de rapports économiques et l'envoi de tout secours possible au peuple. J'ai été reçu d'une façon merveilleuse par les représentants communistes, bien qu'ils savaient que je n'étais pas socialiste et bien que j'aie admis, devant leurs chefs, que mes habits civils étaient un déguisement. Ils ont une forte amitié pour l'Amérique, ont confiance au Président Wilson et ils sont convaincus que nous venons à leur secours, et, qu'avec nos ingénieurs, nos aliments, nos professeurs et nos fournitures, ils vont créer un gouvernement, en Russie, qui mettra en force les droits du peuple comme aucun autre gouvernement ne l'a jamais fait. Je suis tellement convaincu de la nécessité pour nous de faire immédiatement des démarches pour mettre fin à la souffrance de ce peuple merveilleux, que je suis prêt à parier tout ce que j'ai sur la conversion de 90 pour cent des hommes d'affaires que je pourrais amener à Pétrograde pendant deux semaines.

Il est inutile pour moi de vous dire que la plupart des histoires qui sont venues de Russie sur les atrocités, les horreurs, l'immoralité, ont été fabriquées à Viborg, Helsingfors ou Stockholm. Les horribles massacres, qui devaient avoir lieu au mois de novembre dernier, n'ont été connus à Pétrograde que par les journaux de Helsingfors. Que quiconque ait jamais cru, même pour un moment, à la nationalisation des femmes, semble une impossibilité pour n'importe qui à Pétrograde. Aujourd'hui Pétrograde est une ville d'ordre—et c'est probablement la seule ville au monde, par sa grandeur, qui n'a pas de police. Bill Shatov, chef de police, et moi étions à l'opéra l'autre soir pour entendre chanter Chaliapine dans Boris Gudnov. Il s'est absenté de bonne heure, en disant qu'il y avait eu un vol la nuit précédente, par lequel un homme avait perdu 5,000 roubles, que c'était la premier vol depuis plusieurs semaines, qu'il soupçonnait quel en était l'auteur et qu'il s'en allait arrêter cet homme, cette nuit-là même. Personnellement, je crois que Pétrograde est plus sûr que Paris. La nuit il y a des automobiles, des sleighs-voitures à patins—et du monde dans les rues, à minuit, en bien plus grand nombre qu'il y en avait à Paris, quand j'ai quitté il y a cinq semaines.

Le plus étonnant, c'est de voir que la grande foule des prostituées est disparue. Je n'ai pas vu une femme de mauvaise vie depuis que je suis parti pour Pétrograde, et les étrangers qui ont été là durant ces trois derniers mois, disent la même chose. La politique du gouvernement actuel, m'a-t-on dit, a eu pour effet de faire disparaître de la Russie cette excroissance de la civilisation moderne.

La mendicité a diminué. J'ai demandé d'être conduit dans les quar-

tiers les plus pauvres de la ville pour voir comment vivait le peuple dans ces bouges, et communistes comme bourgeois m'ont dit, en levant les mains: "mais vous ne comprenez donc pas qu'il n'existe plus de tels endroits?" Il y a de la pauvreté, mais elle est divisée entre ceux des anciens pauvres ou des anciens riches qui ne purent s'adapter aux conditions actuelles qui veulent que chacun fasse quelque chose.

Le régime de la terreur est fini. Depuis des mois il n'y a pas eu d'exécution, m'a-t-on dit, et il est certain que le monde va au théâtre, à l'église et sur les rues, autant qu'il pourrait le faire dans n'importe quelle ville du globe.

RAPPORT DE LINCOLN STEFFENS.

2 avril, 1919.

Politiquement, la Russie a atteint l'état de stabilité à l'intérieur, au moins, pour le présent.

Je crois que la révolution y est finie, qu'elle a suivi son cours et qu'il va y avoir du changement. Il peut se produire des poussées; il y aura certainement des réactions, mais elles seront régulières, je crois; elles seront politiques et économiques, mais parlementaires. Un nouveau centre de gravité semble avoir été trouvé.

Il est certain que la phase destructive de la Révolution en Russie est passée. La phase constructive est commencée.

Nous en avons vu l'évidence partout. Nous avons vu l'ordre régner, et, dans nos recherches, nous n'avons entendu parler d'aucun désordre. La prohibition est universelle et absolue. A Pétrougrade, les vols ont été réduits à moins du chiffre normal des grandes villes. Avertis du danger, avant notre arrivée, nous nous y sommes sentis en sûreté. La prostitution et sa clientèle sont disparues, ayant été chassées par la loi: "*Pas de travail, pas de nourriture*," mise en force par le besoin général et le système de carte de travail. Le chômage du travail, le sabotage par les directeurs, les chefs, les experts et les commis de la classe supérieure, ont été surmontés. La Russie s'est remise au travail.

La forme soviétique de gouvernement qui a surgi d'une manière si spontanée par toute la Russie, est définitivement établie.

Elle n'est pas une chose sur papier, ni une invention. N'ayant jamais été conçue, elle n'a pas même encore été écrite sous forme de loi. Elle n'est pas même uniforme. Elle est remplie de fautes et de difficultés; elle est grossière et, en fin de compte, non démocratique. Le Gouvernement Russe actuel est le gouvernement le plus autocratique que je n'ai jamais vu. Lenin, chef du gouvernement soviétique, est plus éloigné du peuple que ne l'était le Tsar ou que ne l'est aucun potentat actuel de l'Europe.

Les gens d'une boutique ou d'une industrie sont un soviétique. Ces simples petits soviétiques élisent un soviétique local, lequel élit des délégués au soviétique de la ville ou de la région (communauté), et ces derniers élisent des délégués au soviétique du gouvernement (d'état). Les soviétiques du gouvernement élisent ensemble des délégués au Grand Soviet de Russie, lequel élit les Commissaires (ce qui correspond à notre Cabinet, ou à une minorité européenne). Et, finalement, ces Commissaires élisent Lenin. Ce dernier se trouve donc éloigné du peuple de cinq ou six degrés. Pour avoir une idée de sa stabilité, de son indépendance et de son pouvoir, il faut songer

aux procédés que devrait prendre le peuple pour le déplacer et élire un successeur. Le personnel ou l'opinion de la majorité de tous les soviets de la Russie devrait être changée, rappelé ou amenée de quelque façon à reconnaître et à représenter le changement d'opinion du peuple.

Aucun adepte de gouvernement n'aime le soviet tel qu'il s'est formé. Même Lenin ne l'aime pas. Il l'appelle une dictature et il s'y est d'abord opposé. Quand j'étais en Russie aux jours de Milyoukov et de Kerensky, Lenin et les Bolcheviks demandaient l'élection générale de l'Assemblée Constituante. Mais les soviets existaient alors, ils avaient le pouvoir; j'ai vu les ambassadeurs étrangers s'y tromper, et le monde a vu Milyoukov et Kerensky tomber, en partie parce qu'il ne voulaient pas ou qu'ils ne pouvaient pas comprendre la nature du soviet, comme Lenin l'a finalement fait, à l'encontre de sa théorie, lorsqu'il adhéra au soviet, montra la répudiation populaire de la Constituante, et qu'il se mit au travail avec les soviets, pouvoir actuel de Russie. L'assemblée constituante, élue par le peuple, représentait la classe supérieure de l'ancien régime. Le Soviet, représente la classe inférieure.

Au fond, le Soviet est une simple assemblée de travailleurs, ou de paysans, choisis dans leur milieu habituel de travail, au lieu de l'être, comme chez nous, dans des divisions géographiques artificielles.

Les unions de travail et les compagnies de soldats forment les soviets des villes; à l'auberge du village, de pauvres paysans et des soldats furent les premiers soviets de la campagne; et, au commencement, il y a deux ans, ces délégués de la basse classe m'ont répété souvent que les "paysans riches" et les "gens riches" avaient leurs propres assemblées et leurs propres lieux d'assemblée. L'intention générale n'était pas alors d'exclure les classes supérieures du gouvernement, mais seulement de les exclure des soviets, qui, dans le temps, n'était pas encore le seul gouvernement. Mais les soviets, une fois en existence, se sont absorbés dans la tâche et les problèmes de leur propre classe, que la classe supérieure avaient ignorés ou qu'elle n'avait pas voulu comprendre ou résoudre. Ils oublièrent simplement le Conseil de l'Empire et la Duma. Alors, ils s'aperçurent ou plutôt leurs chefs s'aperçurent qu'ils avaient tout le pouvoir. Tout ce que Lenin et les autres chefs socialistes eurent à faire pour mettre en pratique leur théorie de lutte de classe, fut de reconnaître l'existence de ce pouvoir et d'enseigner aux soviets de continuer à ignorer les assemblées et les institutions des classes supérieures, qui, avec leurs gouvernements, leurs ministres et leurs assemblées locales, devinrent bientôt impuissants, à cause de leur négligence.

Le gouvernement soviet a surgi ou est sorti des coutumes, de la psychologie et de l'état du peuple russe. Il leur convenait. Ils le comprennent. Ils trouvent qu'ils peuvent le faire fonctionner et ils l'aiment. Tout effort pour mettre quelque autre chose à sa place (y inclus celui de Lenin), a fait faillite. Il devra être modifié, je crois, mais non essentiellement, et il ne peut être mis tout à fait de côté. Le Tsar lui-même, s'il pouvait revenir, devrait conserver le Soviet russe et s'arranger de manière à gouverner par lui.

Le parti Communiste (dit "Bolchevik") est actuellement au pouvoir dans le gouvernement soviet. Je crois qu'il va y rester longtemps. Ce que j'ai montré du rouage est une garantie de la domination communiste. Il y a aussi autre chose.

Toute opposition au gouvernement communiste a pratiquement cessé à l'intérieur de la Russie. Toute la Russie s'est mise au travail de la reconstruction. Elle a saisi l'idée des plans proposés pour l'avenir, et elle s'y intéresse—en imagination.

La destruction fut un plaisir pendant quelque temps pour un peuple opprimé, trahi et presque détruit. Cependant, la violence n'était pas de leur caractère. On dit que le peuple russe, quand il est sobre, est un gentil peuple. Un de leurs poètes le désigne: "Cette gentille bête, le peuple russe." Et j'ai noté et décrit dans mes rapports de la première révolutions, combien patiente, paisible et fiable était la foule à Pétrograde. La violence est venue plus tard, avec le bolchévisme, après plusieurs tentatives de contre-révolution, et avec le vodka. Les chefs bolshévistes regrettent et ont honte de leur terreur rouge. Ils ne l'excusent pas. Ce fut d'autres personnes, on s'en souvient, qui ont dirigé les pires atrocités russes et la terreur elle-même vers l'adoption par les contre-révolutionnaires de la méthode de meurtre (tel qu'arrivé à Lénin et à d'autres), et surtout vers le saccage, par la foule, des caves de vins et des distilleries de vodka. Il est bien connu des juifs, des ré-actionnaires et des russes eux-mêmes, que le russe ivre et le russe sobre sont deux bêtes tout-à fait différentes. C'est pourquoi ce peuple, dernièrement, a non-seulement obéi, mais il a mis en force, avec vigueur, les décrets révolutionnaires de la prohibition, dans toutes les parties de la Russie connues et inconnues.

L'esprit de destruction satisfait, épuisé ou dominé, a terminé son travail. Les chefs de tous les partis l'avouent.

Il existe un lien étroit entre le peuple russe et les nouveaux chefs russés au pouvoir ou en dehors. Les nouveaux hommes politique sont généralement jeunes, progressifs et représentatifs. Ce sont ces derniers qui tempèrent et modèrent l'enthousiasme et l'idéalisme des législateurs. En Russie, tous les législateurs sont jeunes et nouveaux. C'est comme si nous éliions aux Etats-Unis tout un nouvel assortiment d'hommes dans tous les bureaux, à partir de la plus basse position du comté jusqu'à la plus haute du Fédéral, et comme si cette élection avait lieu lors d'une grande crise, alors que tous les gens sont pleins d'espérance et de foi. Les nouveaux chefs des soviets locaux de Russie étaient et sont encore réellement des gens du peuple. C'est là une des raisons pourquoi leur dictature autocratique est acceptable. Ils ont senti et partagé la passion de la foule pour la destruction, mais dans leur idée, ils avaient une certaine chose à détruire.

Les chefs soviets se sont servis de la révolution pour détruire le système économique de la Russie.

Pendant que la foule brisait les vitrines, détruisait les caves de vins et pillait les maisons pour exprimer sa rage, ses chefs faisaient tous leurs efforts pour mettre à néant tout le système. Ils mirent à bas le Tsar et ses officiers; ils abolirent les cours de justice dont on s'était servi pour les opprimer; ils fermèrent les boutiques, arrêtrèrent toutes les affaires en général, surtout les affaires de concurrence et de spéculation; et ils s'emparèrent de toutes les grandes industries, les monopoles, les concessions et les ressources naturelles. Tel était leur but. Telle était leur religion. C'est ce que la basse classe intelligente avait enseigné tranquillement au monde entier depuis cinquante ans, à savoir, que ce

n'est pas tant certain mal particulier qu'il faut changer, mais bien tout ce système qui veut que les affaires et les chemins de fer, les boutiques, les banques et les échanges, soient exploités pour la spéculation et le profit. Voilà, disent-ils, les causes de la pauvreté et des richesses, de la misère, de la corruption, du vice et de la guerre. Le peuple, les travailleurs ou leur gouvernement, doivent posséder et exploiter ces choses "pour l'usage."

Ce n'est pas une démocratie politique, comme chez nous, mais une démocratie économique. C'est une démocratie de boutique, de manufacture et d'affaires. Le bolchévisme est l'interprétation littérale, l'application réelle de cette théorie, de cette politique ou de ce programme. C'est pourquoi, lors de la période destructive de la révolution russe, les chefs bolshévistes ont induit le peuple à détruire le vieux système dans ses racines et ses branches, de même que dans ses fruits et ses fleurs. Et, apparemment, c'est ce qui a été fait. Les rangées de magasins de détail fermés et cloués, que nous avons vues à Moscou et à Pétrograde, n'en étaient qu'un indice. Lorsque nous avons revu ces devantures lugubres et que nous fumes plus informés du travail de la révolution, nous fumes convaincus que les Russes avaient littéralement et complètement accompli leur dessin. C'est ça qui nous a choqués. C'est ça qui a tant alarmé l'univers; ce ne sont pas les atrocités de la révolution, mais la révolution elle-même.

L'organisation de la vie, ou le système économique, tel que nous le connaissons en Amérique, en Europe et dans le reste de l'univers, est aboli et détruit de fond en comble en Russie.

La révolution n'en est pas l'auteur. Le gouvernement du Tsar l'a pourri. La guerre en a brisé le rouage. La révolution, finalement, l'a simplement mis au rancart.

L'effet, c'est la faim, le froid, la misère, l'angoisse, la maladie et la mort pour des milliers de personnes. Mais pis que cela—et je souligne— a été la confusion d'esprit parmi les bien-portants et les forts. Personne de nous réalise—même ceux qui ont de l'imagination—combien nos idées et nos habitudes sont déterminées par les manières de vivre que nous connaissons. Il en est de même des russes. Ils comprenaient bien comment travailler et vivre sous leur vieux régime; il n'était pas bien gai; il était sombre, pervers et dangereux, mais il y avaient conformé leur vie depuis leur enfance. Ils pouvaient y trouver leur chemin. Et aujourd'hui qu'ils se rappellent comment c'était, ils soupirent après leurs vieilles méthodes. Les riches émigrés savaient à qui s'adresser pour acheter clandestinement un verdict, un sauf-conduit ou une faveur. Et le pauvre, affamé, songe maintenant à ce que ce serait pour lui de pouvoir descendre au marché pour marchander, troquer d'une baraque à l'autre, en faisant ses achats quotidiens et faisant ensuite la récapitulation de ses défaites ou de ses victoires sur les commerçants. Il pouvait obtenir des vivres alors, tandis qu'aujourd'hui . . . tout est disparu. Les russes ont tout détruit et maintenant que tout est détruit, ils se trouvent perdus, étrangers dans leur propre pays.

Cette tragédie de la transition a été prévue par les chefs de la révolution et ils ont pourvu aux besoins actuels dans les plans de reconstruction.

Lenin a de l'imagination. C'est un idéaliste, mais c'est aussi un savant et un farouche réaliste. Lenin était un statisticien de profession.

Il a cherché longtemps à prévoir l'avenir de la société sous le socialisme et il a définitivement indiqué ceux des rouages et des institutions existants sous l'ancien régime dont on pourrait se servir dans le nouveau. Il y avait encore le vieux système russe des terres de la commune, en voie de disparaître, mais qui existait encore à certains endroits avec ses paysans qui y étaient habitués. Ceci devait être maintenu; c'est sa solution du problème de la grande propriété. Elle ne doit pas être divisée, mais travaillée en commun par les paysans. Puis il y avait la Grande Société coopérative Russe (du commerce), avec ses 11,000,000 de familles avant la guerre et maintenant avec ses 17,000,000 de membres. Il a conservé cela. Il y avait conflit; cette coopérative était entre les mains de la bourgeoisie, mais elle était aussi une partie essentielle du système de distribution projeté; alors Lenin a fait un compromis, et aujourd'hui, la Russie communiste la possède. Lenin avait déjà les chemins de fer, le télégraphe et le téléphone; les ouvriers ont saisi les manufactures, les soviets locaux ont pris les mines; et le Soviet pan-Russe s'est emparé des banques. Le nouveau gouvernement a ouvert des magasins—un dans chaque arrondissement—où l'on distribue pour de l'argent, sur présentation de la carte de travail, n'importe quel aliment, combustible et vêtement que ce monopole complet du gouvernement a à distribuer. Il n'y a pas de marchandage, pas d'étalage, pas d'annonce et pas de spéculation. Tout ce qu'un individu a droit d'acheter par son travail, à la coopérative ou dans les magasins soviets, est à prix fixe, bon marché, donnant un certain profit (trop petit) pour le gouvernement ou les membres de la Coopérative.

On doit abolir l'argent graduellement. Aujourd'hui l'argent ne compte pas beaucoup. Le capital privé a été confisqué, la plupart des riches ont laissé la Russie, mais il y a encore beaucoup de gens qui ont caché leur argent ou leurs valeurs et qui en vivent, sans travailler. Ils peuvent acheter des vivres et des objets de luxe, mais seulement d'une manière illégale, en achetant des paysans et des spéculateurs, à des taux très hauts et au risque d'être punis. Ils peuvent aussi acheter aux magasins du gouvernement, à bas prix, mais ils ne peuvent qu'y obtenir leur ration, et seulement sur leur carte de classe ou de travail. Cette distinction de classes, bien que transitoire et temporaire, (le but c'est de n'avoir qu'une seule classe), voilà la clef de l'idée de tout le nouveau système.

Il y a trois classes. La première peut acheter, par exemple, une livre et demi de pain par jour; la deuxième, trois-quarts de livre; la troisième, seulement qu'un quart de livre, quelque soit le montant d'argent qu'on puisse avoir. La première classe comprend les soldats, les travailleurs de la guerre et d'autres industries essentielles, les acteurs, les professeurs, les auteurs, les experts et toute espèce d'employés du gouvernement. La seconde classe comprend toutes les autres sortes de travailleurs. La troisième classe comprend tous les gens qui ne travaillent pas—la classe du loisir. Leur ration, sous les circonstances actuelles, ne leur suffit pas pour vivre, mais il leur est permis d'acheter, en secret, des spéculateurs; d'après la théorie que le total de leur capital sera bientôt épuisé, et puisque l'intérêt, la rente et les profits, et toute sorte d'argent non-gagné, sont abolis, ils seront bientôt forcés d'aller au travail.

La malaise et la confusion qui découlent de cet étrange état de chose, furent et sont encore douloureux pour plusieurs, non seulement pour le

riche. Pendant longtemps il y eut un grand mécontentement au sujet de ce nouveau système. Les paysans se révoltèrent, et les ouvriers étaient suspects. Ils blâmaient le nouveau système à cause de la rareté des aliments, du combustible, et le manque de matière première pour les manufactures. Mais ceci avait aussi été prévu par cet esprit et cette volonté remarquable de Lenin. Il s'est servi du monopole d'Etat, du contrôle de la presse et de la vieille armée des propagateurs révolutionnaires, pour jeter le blâme des souffrances de la Russie non sur le gouvernement révolutionnaire, mais sur la guerre, le blocus et le manque de moyens de transport. Aussi, lui et son conseil exécutif ont-ils eu soin, lorsque le gouvernement pouvait mettre la main sur quelque chose, d'en annoncer l'arrivée, et le jour suivant cette chose apparaissait dans les magasins du gouvernement où chacun qui travaillait en avait sa part, au bas prix du gouvernement. Vous vous rappelez que les deux prisonniers américains, que nous avons vus, l'avaient remarqué: "Nous n'avons pas grande chose à manger," dirent-ils, "mais les gardes non plus, ni les autres Russés. Nous avons tous la même chose. Et quand ils reçoivent plus, nous en avons notre part."

Jusqu'ici, l'équité du nouveau système s'est attiré la sympathie de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Les gens plus à l'aise se plaignent encore et quelquefois très amèrement. Leurs amis sont saisis par le gouvernement et ils sont sévèrement punis comme profiteurs. Mais même ces gens sont quelque peu attendris par la manière dont on traite les enfants. Ces derniers forment une classe à part: La classe No. 1. Ils reçoivent toutes les friandises, tel que le lait, les oeufs, les fruits, le gibier, qui arrivent au monopole du gouvernement; ils reçoivent cela à l'école où ils sont nourris, sans distinction de classe. "Même l'enfant riche," nous a-t-on dit, "reçoit autant que le pauvre." Et les enfants, comme les ouvriers, vont maintenant aux opéras, aux ballets, aux galeries des arts, accompagnés de professeurs.

Les bolchevistes—et tous les partis russes—regardent l'attitude des communistes envers les enfants comme le symbole de leur nouvelle civilisation.

"C'est pour le bien de l'humanité et non des affaires" comme le disait l'un d'eux, un Américain, "et les enfants représentent l'avenir. Notre génération n'aura que le travail, la joie et la misère de la lutte. Nous n'aurons aucun des bénéfices matériels du nouveau système, et probablement que nous ne le comprendrons et ne l'aimerons jamais. Mais les enfants, c'est pour eux et leurs enfants que nous nous battons, de sorte que nous leur en donnons le meilleur de suite et leur enseignons à le recevoir d'une manière toute naturelle. Ils en reçoivent l'idée. Ils seront nos nouveaux propagateurs. . . ."

Et c'est ce qui fait demander la paix à Lenin et à son gouvernement communiste modéré. Ils croient qu'ils ont, pour la première fois, conduit une révolution vers une solution logique. Toutes les autres révolutions se sont arrêtées alors qu'elles avaient passé de la phase politique à la phase démocratique. Celle-ci a aussi passé de la phase économique à la démocratie économique, à l'autonomie dans la manufacture, la boutique et sur la terre, et elle a jeté la base du partage universel du profit, du partage universel de la nourriture, des habits et de tous les biens, d'une manière équitable pour tous. Et ils croient que leur civilisation marche

sur cette base. Ils veulent du temps pour construire plus haut et mieux. Ils veulent répandre leur civilisation dans le monde, mais seulement telle qu'elle fonctionne. Comme ils nous ont dit, lorsque nous leur avons rappelé que le monde craignait leur propagande :

"Nous en avons fini des arguments de la vieille propagande. Tout ce que nous voulons maintenant, c'est de nous laisser prouver, par des exemples de choses bien faites ici, en Russie, que le nouveau système est bon. Nous sommes si certains de réussir, que nous sommes prêts à n'en plus parler, à ne plus argumenter, à ne plus discourir, à arrêter toute cette vieille rengaine. Et surtout, nous sommes fatigués de la propagande par l'épée. Nous voulons arrêter le combat. Nous savons que chaque pays doit conduire sa révolution suivant ses propres dispositions et désirs. Il n'est ni socialiste, ni démocratique, ni scientifique de l'y amener par la guerre. Et aujourd'hui nous combattons seulement pour nous défendre. Nous arrêterons de nous battre lorsque vous le voudrez. Nous rappellerons nos troupes si vous voulez retirer les vôtres. Nous démobiliserons. Nous avons besoin, pour nos manufactures, nos boutiques et nos fermes, de nos organisateurs et de nos ouvriers de choix qui sont maintenant à l'armée. Nous aimerions pouvoir les rappeler pour faire tout l'ouvrage exigé et nous servir de leur wagons pour distribuer nos marchandises et nos moissons, mais seulement à la condition que vous rappeliez vos soldats et que vous cessiez votre support moral, financier et matériel à nos ennemis et aux ennemis de notre idéal. Que chaque pays en lutte, sur nos bords, choisisse lui-même sa propre forme de gouvernement et sa propre allégeance.

"Mais vous ne devez pas nous traiter comme une nation conquise. Nous ne sommes pas conquis. Nous sommes prêts à nous mêler à une guerre civile révolutionnaire par tout l'Europe et l'univers, s'il faut que ce soit une chose soit faite par cette mauvaise voie de la force. Mais nous ne ferions avoir du temps et dépenser notre énergie au travail, afin de nous assurer que notre jeune affaire est réellement bonne. Nous avons prouvé que nous pouvons endurer la misère, la maladie et la pauvreté; c'a été un bien pour nous d'avoir enduré ces choses, et nous espérons pouvoir partager la richesse de la Russie, au fur et à mesure que nous la développerons. Mais nous n'en sommes pas certains. Laissez-nous, russes, payer le prix de l'expérience, faire le plus gros du travail, nous y sacrifier, ensuite votre peuple pourra nous suivre, lentement, à mesure qu'il décidera de lui-même, que ce nous avons est digne d'être possédé."

C'est là le message que vous apportez, M. Bullitt. C'est votre devoir de le livrer, mais c'est aussi le mien de le seconder par mon opinion sur la situation, telle qu'elle est en Russie et en Europe aujourd'hui.

Sans doute on a dû remarquer les contradictions de détails tant entre le memorandum de M. Martens et le rapport des trois commissaires, qu'entre les trois commissaires eux-mêmes. Ces contradictions, à mon sens ne font que confirmer l'ensemble.

Ces rapports déposés avec les dépositions assermentées de leurs signataires, lors de l'enquête tenue par le Comité des Affaires Etrangères du Sénat Américain, ainsi que les dépositions de ces témoins, n'ont jamais été contredits.

Ces rapports et dépositions démontrent triomphalement que la bourgeoisie, par ses divers organes de propagande, n'a pas dit la vérité.

Mais, cela ne me satisfait pas encore: de ce qu'on dit des mensonges, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'on a menti: colporter l'erreur n'est pas mentir. Aussi j'entends établir que la bourgeoisie a faussé la vérité sachant, voulant et entendant mentir, avec un but déterminé, et qu'elle persiste encore aujourd'hui à mentir.

LA CONSPIRATION

Si l'on n'admet pas mon point de vue que les gouvernements capitalistes ne sont que les comités exécutifs de la classe bourgeoise, que les députés ne sont que les valets et que les premier-ministres ou présidents ne sont que les majordomes de la bourgeoisie, le récit qui va suivre de quelques faits (pris entre des centaines d'autres analogues), pourrait faire croire que Lloyd George, Clémenceau, Wilson, Orlando, ne sont que des monstres sanguinaires à face humaine. Mais, il n'en est rien. Tout s'explique normalement et naturellement si l'on admet que les premier-ministres sont les valets dociles à "la voix de son maître"; que le maître, la bourgeoisie, est propriétaire de la presse, et que cette presse est le fouet dont le maître se sert pour mâter les politiciens de tout acabit. A la lumière de ces données, considérons les faits suivants établis judiciairement.

Aux séances du Conseil des Dix tenues le 16 et le 21 janvier 1919, M. Bullitt et les deux autres commissaires furent dépêchés en Russie, ostensiblement pour renseigner le Conseil sur l'état de choses dans ce pays, mais en vérité pour savoir quelles propositions de paix seraient acceptables à la Russie Soviétique (dernièrement Lloyd George a contredit cette assertion que la commission avait été envoyée pour demander la paix aux Soviets russes, mais les autres faits qui suivent n'ont pas été contredits).

En consultant la déposition de M. Bullitt et les documents (G) et (I) produits avec cette déposition, on apprend ce qui suit: "Il était évident que l'on devait faire quelque chose à l'égard de la Russie. Il n'y avait pas d'espérance à entretenir que le gouvernement bolchéviste devait s'écrouler; au contraire, on avait raison de croire qu'il devenait toujours de plus en plus fort. M. Lloyd George suggéra trois solutions comme possibles: L'Intervention militaire, le blocus, ou la convocation des divers groupements en guerre, un peu comme le faisait l'Empire romain, lorsqu'il assignait les chefs des Etats tributaires éloignés à venir lui rendre compte de leurs actes (somewhat in the way that the Roman Empire summoned chiefs of outlying tributary states to render an account of their actions). Cette phrase est un bel exemple de la plaisanterie inconsciente qui se dégage des documents et qui rend leur lecture si agréable."

Continuant l'étude du problème; M. Lloyd George dit: "Ce n'est pas une mince affaire d'écraser de force les bolchévistes—Première solution possible.—Les armées britanniques se mutineraient si on les expédiait en Russie, et les armées Américaines, françaises et canadiennes en feraient autant. M. Sonnino suggéra d'appeler des volontaires. M. George demanda quelle contribution l'Amérique, l'Italie et la France seraient disposées à faire pour cette fin; M. Wilson et M. Clémenceau répondirent successivement: Rien (None) et M. Orlando convint que l'Italie était également au bout de sa corde. En conséquence, la première politique s'évanouit et fut rejetée."

"Quant à la seconde solution, le blocus, M. Lloyd George attira l'attention sur le fait que si un cordon était passé autour de la Russie soviétique, les personnes qui en moureraient seraient précisément celles que l'on désirait protéger. Il ne produirait pas l'affamation des bolchevistes; il signifierait tout simplement la mort de nos amis. Il demanda, en outre, quels sont ceux qui en Russie vont renverser les bolchévistes? Si les allies comptent sur aucun de ces hommes, c'est-à-dire, Denekin, Kolchack, etc., ils construisent sur du sable mouvant. Denikin n'occupe qu'une petite ruelle (a little back-yard) près de la Mer Noire, et l'espace qui le sépare de Kolchak est bien trop grand pour justifier nos espérances. De plus, Kolchak a ramassé autour de lui une bande de réactionnaires provenant des résidues (left-overs) de l'ancien régime, et il paraît que les tchéco-Slovaques s'aperçoivent de cela. Mais les aspirations de ces derniers sont très démocratiques, et, conséquemment, il ne faudrait pas trop, dans les circonstances compter sur leur coopération. Ici M. Lloyd George se montre encore maître en fait de plaisanterie inconsciente".

"Les membres du Conseil des Dix se regardèrent les uns les autres d'un air consterné, M. Wilson ayant ajouté qu'il endossait les remarques de Lloyd George, en déclarant qu'il ne voyait pas comment on pouvait démentir les assertions de Lloyd George. Restait alors le troisième moyen, et après beaucoup d'efforts on finit par l'avaloir. M. Wilson fut prié de rédiger le manifeste à la Russie, ce qu'il fit subséquemment en appelant la conférence de l'île des Princes (Prinkipo). Seulement, M. Clémenceau, apparemment jaloux du succès grandissant de M. Lloyd George comme humoriste inconscient, profita de l'occasion pour démontrer qu'il était aussi maître dans ce genre:"

"M. Clémenceau suggéra que le manifeste aux divers groupes russes devait être basé exclusivement sur des CONSIDERATIONS HUMANITAIRES. Il faudrait dire aux russes: vous êtes menacés de la faim, nous sommes mûs par des sentiments de compassion; nous faisons la paix, nous ne voulons pas la mort des gens. Nous désirons savoir ce qui peut être fait pour éliminer ce danger de la famine. Il pensait qu'alors les russes dresseraient les oreilles et seraient disposés à écouter ce que les alliés avaient à dire. L'on ajouterait qu'il ne pourrait pas être envoyé d'aliments en Russie, à moins que la paix et l'ordre y soient rétablies. On devait, comme question de fait, faire comprendre clairement aux diverses factions que c'était par pur amour de l'humanité qu'on les invitait à se rencontrer".

Le 22 janvier l'appel de M. Wilson fut lancé, mais, chose étrange, les russes ne dressèrent pas les oreilles. L'une après l'autre chacune des factions, pour une raison ou pour une autre, refusa l'invitation, et en dernier lieu le gouvernement soviétique répondit d'une manière quelque peu évasive, d'après M. Bullitt. Chaque faction se déclarait bien prête à accepter les termes de la proposition et prête à discuter l'à-propos de cesser les hostilités, mais chacune d'elle eût bien soin de ne pas dire ce que l'on voulait qu'elle dise, à savoir: qu'elle était prête à cesser la lutte à une date déterminée. Pendant quelque temps ceci parut énigmatique; mais, bientôt l'on apprit que le bon vieux farceur de Clémenceau avait travaillé en sous-main (on the side). "Nous découvrimos, dit M. Bullitt (page 1245), que le bureau des Affaires Etrangères en France s'était mis

en communication avec le gouvernement Ukranien et divers autres gouvernements anti-soviets, leur disant que s'ils consentaient à refuser la proposition des alliés, il les supporterait et continuerait à les supporter, et de ne pas permettre aux alliés, si ces divers gouvernements anti-soviets pouvaient les en empêcher, ou aux gouvernements associés de faire la paix avec le gouvernement soviétique russe." En d'autres termes, ce poli et vénérable badin de Clémenceau avait donné à ses associés ce que l'on est convenu d'appeler un croc-en-jambe. Et le gouvernement soviétique était parfaitement au courant de ce fait. En conséquence, comme chacun se le rappelle, la tentative de l'île des Princes qui offrait au moins une possibilité de pacifier la Russie tomba à l'eau.

Nous, les bons canayens, nous appelons ça : "jouer un tour de cochon." Comment expliquer cette conduite de M. Clémenceau ? Pour moi elle ne s'explique pas autrement que par ce fait qu'il se trouvait pris entre deux feux.

Premier feu :—La vérité étant connue et exposée franchement et ouvertement à la conférence des Dix, il n'y avait pas d'autre solution possible que de faire la paix avec la Russie soviétique.

Deuxième feu :—En France, l'opinion publique, faussée par la formidable campagne de dénigrement, de diffamation, de la bourgeoisie, était tellement montée contre les bolchévistes, que nul ministre, pas même celui du tigre, n'aurait pu se maintenir au pouvoir s'il eût dit qu'il voulait transiger avec Lenin ; la presse capitaliste aurait soulevé un tel tollé général que Clémenceau et ses pareils auraient été balayés. La conspiration avait produit son oeuvre et le valet Clémenceau a dû adorer ce qu'il avait brûlé et brûler ce qu'il avait adoré.

Cette conspiration de la bourgeoisie mondiale pour diffamer les bolchévistes est tellement vraie, que M. Lloyd George en a lui-même fait l'aveu.

En effet, nous voyons que les négociations se sont continuées, avec la participation de MM. Kerr, secrétaire de Lansing, du colonel House et autres. Tous les membres de la conférence savaient la vérité et voulaient faire la paix avec la Russie soviétique. Mais continuons le témoignage de M. Bullitt.

"Le lendemain matin, je pris le déjeuner avec M. Lloyd George, à sa résidence ; le général Smuts, Sir Maurice Hankey et M. Philip Kerr étaient aussi présents. Nous discutâmes très longuement la question. Je remis à M. Lloyd George le texte officiel de la proposition faite, identiquement la même que celle-ci, incluse dans la même enveloppe que je viens de vous montrer. Il l'avait déjà lue ; elle avait été télégraphiée de Helsingfors. Comme il l'avait déjà lue, il jeta simplement un coup d'oeil dessus en disant "c'est la même chose que ce que j'ai déjà lu." Il la tendit au général Smuts qui était en face de lui, en disant : "Général, ceci est de la plus haute importance et du plus grand intérêt, vous devriez le lire de suite." Le général Smuts lut la proposition de paix immédiatement et déclara qu'il pensait qu'on ne devait pas perdre l'occasion, que c'était de la plus haute importance. Cependant M. Lloyd George dit qu'il ne voyait pas ce qu'il pouvait faire en face de l'opinion publique anglaise. Il avait en main un exemplaire du Daily Mail et il dit : "Tant

que la presse anglaise agira de cette façon, comment pouvez-vous vous attendre que je fasse quelque chose qui a du bon sens à l'égard de la Russie?" Le Daily Mail tonnait et gelaient contre toute la situation en Russie. (Mr. Lloyd George, however, said that he did not know what he could do with British public opinion. He had a copy of the Daily Mail in his hand, and he said, "As long as the British press is doing this kind of thing how can you expect me to be sensible about Russia?" The Daily Mail was roaring and screaming about the whole Russian situation.)

Ma foi, c'était bien vrai, Lloyd George, comme Clémenceau, était pris entre deux feux. D'un côté, la justice et le bon sens lui dictaient de reconnaître la République des Soviets, et de l'autre, la conspiration bourgeoise avait produit son oeuvre, et la campagne de diffamation qu'elle avait faite avait tellement empoisonné l'opinion publique, que Lloyd George se sentait impuissant à pouvoir lui faire face.

Aussi, pour tâcher de contrecarrer l'effet de cette formidable conspiration, Lloyd George suggère des moyens, et dit:

"Alors M. Lloyd George dit: Sans doute tous les rapports que nous recevons des personnes que nous avons envoyées là-bas (en Russie) sont dans le même sens généralement (que ceux nous avons reproduits ci-dessus), mais il nous faudrait y envoyer quelqu'un qui fut connu de l'univers comme un ferme conservateur, afin que l'univers sache que le rapport qu'il nous apporterait ne serait pas simplement les dires d'un radical." Il ajouta ensuite: "Je ne sais pas si nous pourrions faire consentir Lansdowne à y aller? Puis il se corrigea immédiatement en disant: "Non, ça le tuerait probablement."

Pas probablement, mais certainement. La conspiration bourgeoise avait été telle que nul homme public, ni Lansdowne, ni Lloyd George, ni Clémenceau ne pouvait dire la vérité; la presse bourgeoise les aurait certainement tués.

Et Lloyd George cherche des moyens pour soustraire l'humanité de l'erreur dans laquelle l'a mise la conspiration bourgeoise, et il ajoute:

"Alors, Lloyd George dit: "Je désirerais pouvoir envoyer Bob Cecil, mais nous devons le garder pour la Ligue des Nations", et il dit à Smuts: "Ce serait magnifique si vous pouviez y aller, mais, comme de raison, vous avez cette autre mission." Il s'agissait d'envoyer Smuts en Hongrie. Plus tard il dit qu'il pensait que l'homme qu'il serait le plus à-propos d'envoyer serait le marquis de Salisbury le frère de Lord Robert Cecil, qu'il serait assez respectable et qu'il était si bien connu, que s'il revenait avec un rapport analogue, que cela aurait du poids après de l'opinion publique. M. Lloyd George insista pour que mon rapport fut publié et dit qu'il était absolument nécessaire de renseigner le public sur les conditions véritables de la Russie, lesquelles conditions, d'après lui, étaient telles que représentées dans les rapports présentés."

CONCLUSION.

En face des accusations de la bourgeoisie mondiale que le gouvernement de Lenin est autocratique et sanguinaire; que le gouvernement soviétique a nationalisé les femmes; que le désordre, le chaos, l'anarchie dominent en Russie; que les communistes y règnent contre la volonté du peuple; en face de la preuve irréfutable qu'aux dernières élections du peuple Russe les bolchévistes ont obtenu l'appui de 80% de la population; que tous ceux qui font un travail manuel et intellectuel ont droit de vote; que la ville de Pétrograde n'a besoin que d'un seul homme de police, tant l'ordre et la sécurité y règnent; que le vol n'existe plus; que l'ivrognerie est disparue; que la prostitution y est abolie; que les enfants y sont mieux traités que dans nul autre pays; que le principe de la propriété privée y est aboli, faisant ainsi disparaître tous les vices que ce principe engendre; que la vie familiale n'a pas été altérée; que la liberté religieuse y règne dans toute sa plénitude et que les arts et les sciences y sont maintenant à la portée de tous; en face de l'aveu des délégués à la conférence de la paix qu'ils n'ont pas pu négocier avec la Russie soviétique parce qu'ils en ont été empêchés par l'opinion trompée par la campagne de diffamation de la bourgeoisie; je me crois justifiable et je crois même qu'il est de mon devoir de dire à toute cette bourgeoisie mondiale:

T'AS MENTI!!

LE PARTI SOCIALISTE DU CANADA

(Section de langue française)

Assemblées publiques et contradictoires tous les dimanches après-midi, à 2 hrs, au Temple du Travail, rue St-Dominique. Les dames sont spécialement invitées et les contradicteurs sont les bien-venus.

LA VIE OUVRIERE

96 Quai Jemmapes, Paris Xème, France.

Organe des communistes français publiant et ayant en vente les livres les plus modernes sur les questions sociales actuelles.

WESTERN CLARION

The Official Organ of the Socialist Party of Canada.
A journal of History, Economics, Philosophy and Current Events.

401 Pender St. E., Vancouver, B.C.

Subscriptions (20 issues) . . . \$1.00

THE NATION

Published Weekly

Subscriptions in Canada, \$5.50

20 Vesey St., New York City

The bulk of the information in this volume has been translated from the International Relations Section, published in THE NATION.

LA GRANDE UNION (O.B.U.)

Assemblées régulières à 8 hrs p.m., tous les Jeudis, au Temple du Travail.

